

Oxygène

bretagne

MENSUEL ECOLOGIQUE BRETON. N° 49-50 15 AVRIL-15 JUIN 12 FRANCS

DANS LA JUNGLE
DU STANGALARC'H

OZONE: DANGER

BERLIN-ALTERNATIF

courrier

Charlatans, dites-vous ?

Comme pour l'énergie ou tout autre domaine allant à l'encontre des grands intérêts, la médecine officielle, appelée d'ailleurs fort justement « institution médico-industrielle » dispose du monopole de l'information, des moyens. Ce qui lui permet de dire ou faire dire ici ou là : « Attention aux marchands de santé... ». Et de clore bien tranquillement le débat.

Afin de ne point envahir vos colonnes, je vous renvoie au livre d'Ivan Illich « Nemesis médicale » (Edition du Seuil) qui développe fort bien ce sujet.

Les maladies latrogènes, en augmentation croissante, généralement dissimulées, ne constituent que la partie pathologique proprement dite du phénomène. A cela il faut ajouter :

La nourriture chimique, les conditions de travail, de cadre de vie, les transports, qui sont aussi des facteurs latrogènes directs. Avez-vous rencontré beaucoup de médecins ou professionnels de la santé dénoncer ou lutter contre ces excès de la société industrielle qui déclenchent bien des processus morbides ?

Dans le registre « charlatans ». Que dire de ces médecins qui amassent des fortunes, de ceux qui opèrent à tour de bras sans que les patients aient la moindre idée de l'intérêt thérapeutique de ce qu'ils subissent ?

« La montée inquiétante du pouvoir des charlatans » (dixit G. Le Gal). Sachez que certaines thérapies, qui s'exercent le plus légalement du monde dans certains pays, sont, grâce aux pouvoirs conjugués de l'institution vichyste (le Conseil de l'Ordre des Médecins), de l'Académie et des pools d'intérêts, interdites en France. Moyennant quoi, quiconque peut faire n'importe quoi. Il ne reste plus qu'à l'institution de faire l'amalgame, les faux et les vrais, d'insurer des procès... et de renforcer son pouvoir. Même l'OMS est moins rétrograde.

En marginalisant les professionnels honnêtes, ceux-là même qui demandent depuis des années une évaluation de leur pratique devant les pouvoirs publics, je pense notamment aux chiropracteurs, l'institution médicale favorise l'expansion du charlatanisme...

« La crédulité du pauvre monde » n'a pas de limite quand un système lui impose sa loi et ce faisant, lui retire toute possibilité de choisir.

S'il y a bien une chose devant laquelle l'être humain reste le plus dénué, c'est bien devant la souffrance.

Pour conclure, je vous conseille également de vous procurer auprès de l'A.D.I.S. (Association pour la Défense et l'Information sur la Santé), 6, rue d'Andlau, 67300 Schillingheim, la revue consacrée aux entretiens de Béchamp (40 F). Cela pourra peut-être permettre à vos lecteurs d'abandonner bien des préjugés et des préjugés à l'égard des techniques et des professionnels sérieux qui tentent, souvent depuis des décennies, d'ouvrir d'autres voies, autres que la science officielle ou d'Etat parce que pour eux, simplement, l'être humain, c'est un être humain. Pas un numéro.

R. GOUGEON.

BREST.

Agressions

Je partage pleinement l'agacement et le colère de C. Lallouet (n° 47-48) « Vive les Chasseurs ». Comme des milliers de personnes dans le Finistère (idem en France et en Navarre), je subis l'agression régulière des mauvais chasseurs qui ne respectent pas les règles élémentaires de la chasse, de la prudence, du bon sens et de la plus élémentaire politesse. Il est à remarquer que les problèmes sont le plus souvent liés aux « invités ». Malheureusement, pour de multiples raisons (relations de voisinage, de famille, de travail (cadeaux d'affaires sous forme d'invitation...)) les propriétaires des terres ou des chasses et la fédération ne font guère leur travail de surveillance et de sanction. Les gardes fédéraux ne sont pas encouragés à verbaliser par les tribunaux qui le plus souvent relaxent les fautifs. J'ai des exemples précis en tête.

Il serait temps que les « écologistes » sensés et les chasseurs sensés travaillent en commun pour régler des problèmes communs et faire le ménage dans leurs troupes. Les jets d'imures primaires n'ont jamais réglé les problèmes.

X. GREMILLET.

Oiseaux électrocutés

Il y a chaque année de nombreux morts par électrocution parmi les oiseaux. Il nous faut donc essayer d'enrayer, voire d'arrêter cet état de choses.

Un certain nombre de militants ou d'associations se penchent sur ce problème et ce, en contact avec dirigeants d'EDF, au plus haut niveau car il est possible d'agir. Pour cela, je vous demande un service, peut-être d'une ou deux années. Il s'agit de regarder sous des lignes dites dangereuses s'il y a des oiseaux électrocutés.

Si des cas se présentent, veuillez m'en faire part. Merci d'avance. Si notre passion, l'ornithologie, comporte beaucoup d'observations, elle doit aussi comporter un volet protection.

D. LEREAU,
175, av. Daumesnil, Paris 75012.

Service de placement familial spécialisé recherche :

Famille d'accueil chaleureuse et tolérante pour une adolescente de 16 ans et demi ayant de grosses difficultés sur le plan de la personnalité.

De préférence : milieu rural, secteur Sud-Finistère ou Ouest-Morbihan.

Pour tous renseignements, s'adresser à :
— Madame Rougerie, Centre Médico-Psychologique, 47, Boulevard Herriot, 56100 Lorient. Tél. 16.97.37.40.66

«Réseaux — la lettre du GRET» un deuxième souffle

Epitaisée « Réseaux » depuis déjà un an, la lettre du GRET vient de faire peau neuve. En vingt pages bimestrielles, on y trouve une série d'informations brèves sur les stages, les documents écrits ou audio-visuels, les innovations qui peuvent intéresser les coopérants et agents de développement confrontés, dans le Tiers-Monde, à des problèmes d'adaptation technologique, mais aussi quelques articles de fond : des interviews, des témoignages... Abonnement : 55 F, envoi compris pour six numéros par an.

GRET — Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques 34, rue Dumont d'Urville — 75116 Paris — Tél. (1) 502.10.10.

Attention : votre bande d'expédition porte la mention fin d'abonnement suivie d'un numéro. Surveillez-le, il vous dira quand vous réabonner.

sommaire

- P. 2: Courrier.
- P. 3: Édito: L'écologie au gouvernement.
- P. 45: Electrons: suite et fin.
- P. 67: Petrol Story.
- P. 89-10-11: Les circuits de la faim. Tout le monde n'est pas d'accord avec les analyses de B. Lollichon.
- P. 12: La guerre du blé.
- P. 13: Cultivons du Lupin.
- P. 15: Il faut déclarer la paix.
- P. 16-17: A l'autre bout de l'Hexagone: La Meije.
- P. 18: Non aux foires à la sauvagine.
- P. 19-20-21-22: Pour conserver les plantes menacées: une visite au Stangalarch.
- P. 23-24-25: Mai à Guérande.
- P. 26-27: Sur le vil: les écoles pratiques à Lannion.
- P. 28-29: Voyage à Berlin vert.
- P. 30-31-32-33: Infos stages.
- P. 34-35: Un nouveau danger: la couche d'ozone se désagrège.
- P. 36-37: Week-end à Chooz. Un avenir atomique.
- P. 38-39: International: pas de chance pour le Signy.
- P. 40: Bravo: un petit calendrier des accidents nucléaires.



oxygène

« Oxygène » mensuel écologique breton. N° 49-50 du 15 avril au 15 juin 1983. Édité par l'Association Oxygène Bretagne, 1, rue des Mouettes, 29119 Concarneau. Directeur de la publication: Yves Le Gal.

N° C.P.P.A.P. 61737
Tirage: 3000 exemplaires
Dépôt légal: 1^{er} trimestre 1983
Photocomposition: atelier le docteur, Lorient
Impression: Imprimerie Régionale, Bannalec.
« Oxygène » est édité par un collectif d'associations: SEPNE, PAB, APFSB, CREPTAB, Plogoff Akor, Terrot Breton, Amis de la Terre, Réalisations, D. Guillotin, J. Gloaguen, A. Goubet, A.M. Lambert, M.L. Le Gal, B. Lollichon, D. Malengreau, A.M. Merer, Des sans Nom, Vilig et Lecontere.

édito

ÉCOLOGIE DE SURFACE

Comment interpréter les modifications intervenues dans le gouvernement de la France à l'issue des récentes élections ? L'entrée de Madame Bouchardeau à l'ex-ministère de l'Environnement peut apparaître comme une reconnaissance d'un courant écologiste dont le PSU est depuis longtemps un des acteurs efficaces. Et l'on peut espérer que même dans le sous-ministère qu'est devenu l'environnement, Huguette saura faire passer le message. Mais gardons-nous de tout optimisme irraisonné. S'il a toujours été facile de faire adopter des mesures d'écologie de surface, peut-on vraiment s'attendre à ce que des Hernu ou autres matamores, dans le cadre d'une solidarité gouvernementale bien comprise, adoptent résolument des thèses antinucléaires et pacifistes. Nous attendons tous des déclarations sur les mines d'uranium, le retraitement, la bombe à neutrons. Craignons cependant qu'Huguette Bouchardeau n'y perde sa crédibilité.

Parlons aussi du Ministère de la Mer. Son élimination a été pour tous les Bretons et pour toutes les populations côtières douloureusement ressentie. On avait pu croire un instant que l'Etat commençait à prendre en compte sérieusement la dimension réelle de l'enracinement marin. La personnalité et le dynamisme de Louis Le Pensec avaient donné le bon départ à cette structure. Aujourd'hui, la mer n'est plus qu'un véhicule parmi d'autres, les chalutiers des simples moyens de transporter du poisson.

En fait, tout ceci montre bien combien nos hauts dirigeants sont incapables d'imaginer l'avenir. A quand un véritable ministère de l'Écologie, et de l'économie. Car, bon sang, qu'attend-on, en cette époque de croissance zéro, pour gérer les ressources naturelles, terrestres et marines au lieu de les exploiter au delà des limites ? On serait loin de la haute stratégie des cabinets ministériels mais sans doute plus proche d'une véritable gestion des affaires du pays.

Je n'ai pas parlé de M. Crépeau. Son nom me rappelle quelque chose. Je crois qu'il a été ministre de l'Environnement, mais il ne me semble pas qu'il ait été pour quoi que ce soit dans le ralentissement du programme nucléaire civil.

Y. G.

abonnement

Abonnement ordinaire 100 Francs
Soutien Francs
Total Francs

Nom et adresse de l'abonné : _____

Envoyer bulletin et règlement à: Oxygène, 1, rue des Mouettes, 29119 Concarneau. C.C.P. 933.64 X Rennes.

PENSEZ A VOUS REABONNER

L'AVENIR DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Les verts ont désormais droit de « cité » : une progression sensible mais quelques ombres au tableau.

Le premier tour des élections municipales des 6 et 13 mars 1983 s'inscrit sous le signe du « vote sanction » classique, comme en 1977, où ces élections locales ont été plus favorables à l'opposition.

Et les Écologistes ? Et bien, désormais, les Verts confirment leur droit de représentation et d'expression au sein de l'administration communale. Le Ministère de l'Intérieur donne 0,58 % des voix aux écologistes au premier tour sur le plan national. Les médias s'empressent d'utiliser ce chiffre... qui ne reflète absolument pas la réalité, car les verts n'étaient présents que dans un petit nombre de villes (une cinquantaine de villes de plus de 2000 habitants) alors que des listes d'union de la droite et de la gauche étaient présentes partout. Rapportée au nombre d'électeurs, la moyenne nationale du premier tour est donc de 5,5 %. C'est le même nombre qui a donné 27 élus à l'assemblée législative aux « Grünen » allemands. Le bilan est donc globalement positif, les écologistes français comptent plus de 500 conseillers municipaux et cela pratiquement partout où ils étaient présents. Ces résultats montrent que les écologistes ont nettement progressé depuis l'élection présidentielle

de 1981. On peut constater également l'uniformité de ces résultats alors que, contrairement à ce que disent les médias, les Écologistes ne se sont pas présentés uniquement sur des « points chauds » comme Cherbourg ou l'Alsace. Les chiffres bretons le confirment 5,64 % à Quimper, 7,71 % à Vannes et 6,2 % à Rennes. Notons, en particulier, la percée d'un groupe local jeune, « Kemper Ecologie », ainsi reconnu comme l'expression de l'écologie politique à Quimper.

Examens de plus près les listes bretonnes, et l'on s'apercevra que beaucoup de candidats, sans porter l'étiquette verte, sont très fortement sympathisants écologistes. A Etel, par exemple, l'équipe sortante autour de M. Corvec, a été plébiscitée à une forte majorité (16 conseillers sur 19). La liste Ecolos-U.D.B. de Guidel a obtenu un siège avec ses 7,76 % des voix et l'une des premières réalisations du nouveau conseil municipal a été de créer une commission environnement, la liste de Locmiquélic qui se présente contre le projet de centrale à charbon sur la commune, est passée entièrement. Les nombreux opposants aux mines d'uranium dans le centre-Bretagne, seront représentés (Rostrren: cinq élus), des sièges

également pour les opposants au barrage de Guerlédan. Partout donc, les idées écologistes, emportées par des listes vertes ou non, ont montré leur force et ont gêné les politiciens traditionnels.

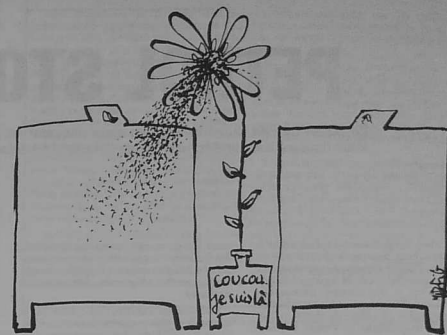
Ce bilan semble toutefois comporter une ombre au tableau: le tassement de l'électorat écologiste à Paris (4 à 5 % des voix); mais, parallèlement, notons les scores importants effectués en banlieue parisienne: Meudon 7,36 %; Antony 9,35 %; Epinay sous Sénart 12,97 % ou la Celle Saint Cloud 8,13 %. Les écologistes parisiens invoquent les difficultés dues à la loi électorale et à un scrutin hautement politisé. Ils expliquent leur score par l'absence d'action concrète, donnant à leur campagne un caractère improvisé. Et puis, les autres listes en présence ont toutes leur écologiste de service, même Le Penn (extrême-droite) aurait tenté de récupérer quelques voix en lançant un tract expliquant que les Verts appelleraient à voter pour lui! Mais il est possible que les résultats des Verts aient également été influencés par le combat interne des « chefs » parisiens, au moment où une structure politique commune des écologistes est en train de se constituer. Ajoutons aussi un « effet mode » qui chez les classes aisées, semble s'amenuiser, renforcé par le dépeuplement de Paris, dû à une politique immobilière de choc, au profit des banlieues.

L'écologie est comprise de tous

Un fait important à signaler: l'écologie est comprise de tous et pénètre toutes les couches sociales. Une étude de l'électorat quimpérois par exemple, tend à le prouver: par rapport aux élections significatives précédentes, on note un tassement de cet électorat dans les quartiers aisés comme Kerfeunteun et le Centre-Ville, mais parallèlement une augmen-

tation constante à Penhars (ZUP de Kermoisan et bourg: 8,33 %) ou Prat Maria (7,03 %).

Aussi, les écologistes sont-ils attachés à une politique sociale progressiste. Le vote écologiste reste un vote contre la droite. Les résultats du deuxième tour le montrent bien. Les mots d'ordre prônant l'abstention ne sont pas toujours suivis. Si le vote à gauche est moins marqué que d'habitude et si l'abstentionnisme a été la règle dominante dans certaines communes (Mulhouse a vu doubler le nombre de bulletins blancs ou nuls entre les deux tours), en général on peut constater qu'une bonne moitié et parfois même les deux tiers des voix écologistes se sont reportées sur la gauche au deuxième tour. « Rennes Verte », qui s'était opposée au Ministre de l'Énergie, en a fait la malheureuse expérience. Même Cherbourg, présente au second tour, a perdu le quart de ses électeurs, mais toutefois obtient un élu, en toute indépendance. Sur ce point, constatons l'uniformité de la stratégie écologiste: peu d'alliances au second tour, ou alors



MUNICIPALES MARS 1983

LES ELUS VERTS DANS LES VILLES DE PLUS DE 20000 HABITANTS

- AU PREMIER TOUR
- AU DEUXIEME TOUR



payées très cher. Par exemple, Chambéry, Bron ou Chatenay-sous-Bois obtiennent la réalisation d'équipement solaires, l'utilisation du papier recyclé, du référendum d'initiative populaire, la participation des associations à la gestion des maisons de la culture, l'indépendance vis à vis du Conseil.

L'écologisme, relais politique et social de l'environnementalisme, s'appuie également sur un certain nombre d'idées dont la gauche était porteuse avant le 10 mai 1981, telle que la démocratie, mais l'instauration d'une proportionnelle « bidon » semble plutôt un échec. Les débus du socialisme ont donc voté à droite, c'est le sens qu'il faut sans doute donner à l'avertissement du premier tour, mais aussi, en plus faible proportion, ils ont voté « écologues ». Toutefois, les politiciens traditionnels devraient s'apercevoir que les Écologistes puisent abondamment dans le réservoir des abstentionnistes des élections passées, et surtout parmi les jeunes, porteurs de sensibilités nouvelles. La naissance de fédérations régionales, structures de l'écologie politique, en est le témoin.

Au-delà des élections, et afin d'assurer la continuité du combat écologiste, les « Verts Confédération Ecologiste » proposent un congrès au mois de mai, ouvert à tous les écologistes. A l'ordre du jour: élections régionales et européennes de mai 1984. Des réunions préparatoires auront lieu dans les régions courant avril (se renseigner auprès de la Fédération Ecologiste Bretonne — BP 808 — 56312 Lorient Cédex).

Fédération Ecologiste Bretonne
C.A.E.P.C.
C/O Pierre Delagrave
2, rue d'Armor 29000 KEMPER

QUELQUES RESULTATS DU 1ER TOUR

BRETAGNE	RENNES (COCHET)	6,20%	PROVENCE COTE D'AZUR	MARSEILLE 5eme (MONNIER)	3,36%
	VANNES (MOUSSET)	7,71%		NICE (ROUBAULT)	3,34%
	QUIMPER (UGUEN)	5,64%		ROQUEBRUNNE CAP MARTIN	24,22%
NORMANDIE	CAEN (VIOT)	5,64%	AQUITAINE	AGEN (SOULIGNAC)	6,74%
	CHERBOURG (GAVORY)	10,04%		TOULOUSE (ROUSSET)	3,50%
	EQUEBREVILLE (BOSQUET)	17,84%	LOIRE	ST ETIENNE (BRODHAG)	5,40%
NORD	LILLE (TRIMONT)	5,41%		ST CHAMOND (PRIVAT)	9,41%
	DUNKERQUE (VANPOUILLE)	9,34%	PARIS	58me (LALONDE)	5,80%
	ARRAS (ISTAS)	9,92%		13me (BROSSAULT)	4,30%
ALSACE	STRASBOURG (PETER)	4,99%		15me (SCHNEITZER)	6,25%
	MULHOUSE (WAECHTER)	7,22%	REGION PARISIENNE	BRUNOY (GROSSSET)	9,32%
RHONE ALPES	LYON 3eme (COSTE)	3,79%		ANTONY (PREVERT)	9,35%
	BRON (MARQUET)	9,47%		HOUILLES (COULON)	7,63%

PETROL STORY

La baisse du prix du pétrole est un coup dur pour les pays producteurs. Pour nous ce devrait être une bonne affaire, si toutefois...

15 mars 1983, événement historique à Londres. Pour la première fois depuis sa création l'OPEP consent à une baisse du prix du pétrole, qui de 34 \$ passe à 29 \$ le baril. C'est là une victoire personnelle pour Cheik Yamani, ministre saoudien du pétrole, qui a su rallier ses douze partenaires à sa politique. Le 4 mars, premier jour de la réunion, personne en effet ne donnait cher des chances de l'OPEP, écartelée entre ses «durs», l'Algérie, l'Iran et dans une moindre mesure la Libye, partisans d'un maintien des cours du baril aux environs de 35 \$ et le Nigéria qui en fin février avait d'autorité baissé de 5,5 \$ les prix de son brut, suivant ainsi l'exemple de la Grande-Bretagne (3 \$).

Finie la douce euphorie des années 1975, les lendemains déchantant pour les pétroliers. De 1977 à 1981, la production des treize membres de l'OPEP (Arabie Saoudite, Iran, Vénézuéla, Nigéria, Irak, Indonésie, Emirats Arabes Unis, Koweït, Libye, Algérie, Qatar, Equateur, Gabon) a chuté de 28 %. Actuellement les puits ne fonctionnent même pas à 50 % de leur capacité. Certains états, comme le Koweït, descendent jusqu'à 20 %. Parallèlement les revenus pétroliers, qui atteignaient encore la centaine de millions de dollars en 1980, sont tombés à soixante millions en 1981 et ce malgré la hausse de la monnaie américaine. Cette évolution est principalement imputable à une baisse généralisée de la consommation dans les pays industrialisés. Ainsi en France, de 1974 à 1981, les besoins en pétrole sont passés de 104 millions de tonnes à 87,2, soit une régression de 16 %. La demande diminue mais l'offre se maintient. En effet, loin de suivre la politique de quotas préconisée par l'OPEP, les «indépendants» notamment le Mexique et surtout la Grande-Bretagne ont considérablement accru leur production ces dernières années. Il y a pléthore de pétrole et les prix sur le marché libre de Rotterdam sont inférieurs aux cours fixés par l'OPEP pour 1982.

À long terme il ne semble pas que la situation puisse beaucoup évoluer. Le spectre de la pénurie pétrolière est déjà loin. Les réserves mondiales, qui pensait-on en 1970, ne dépassaient pas 73,7 milliards de tonnes, sont maintenant estimées à plus de 92 milliards. Les progrès technologiques permettent aujourd'hui, de redonner une «seconde jeunesse» à des gisements que l'on croyait épuisés. En injectant de l'eau de mer (plus dense que le pétrole) dans les couches pétrolières on obtient en effet une remontée de la nappe et la pression redevenant suffisam-

ment forte, on peut réactiver le forage. Sur les sites éloignés de la mer, une nouvelle technique, utilisant l'injection de gaz lourd, permet d'obtenir des résultats similaires.

L'accord de Londres, en contenant la baisse dans des proportions acceptables, a sauvé l'OPEP de l'éclatement mais c'est une victoire à la Pyrrhus. Les économistes estiment en effet à 25 ou 27 milliards de dollars les pertes de revenus touchant les treize membres de l'OPEP, pertes qui pour l'ensemble des pays producteurs s'élevaient à 100 milliards. Comme il est probable que le prix du gaz naturel baisse également, cela ne va pas arranger la situation de certaines nations, comme l'Algérie, dont les exportations de produits énergétiques servent à financer l'intégralité de leur développement économique.

Si l'on pleure dans les pays pétroliers, en revanche dans les pays consommateurs, on rit.

En France, si tout va bien, 33 milliards de francs pourraient être économisés,

réduisant d'autant le déficit du commerce extérieur (près de 93 milliards en 1982) et renflouant les caisses de l'état. Il est en effet peu probable que cette baisse, équivalant à 14 ou 15 centimes de moins par litre d'essence, soit répercutée à la pompe. Ce qui est très raisonnable. Il aurait été fort dommage de gaspiller cet argent en vapeur de plomb, pour la seule satisfaction des gérants de stations service et des vendeurs de voitures.

Le Nigéria dans le sillage

Pas ou peu d'effets directs, donc, pour le français moyen. Par contre, on espère de sérieux effets indirects : les entreprises vont enfin pouvoir réaliser les économies qui pourraient se traduire par des investissements supplémentaires, quelques augmentations de salaires ou des chômeurs en moins.

Le gouvernement ayant plus d'argent dans sa poche, ça en fera d'autant moins à

prélever dans celle du contribuable. Le plan de rigueur annoncé pourrait ainsi être plus clément que prévu pour les petits salaires.

Bien sûr, quelques esprits chagrins objecteront que les exportations vers les pays pétroliers vont baisser. C'est probable ! Mais est-ce si important pour notre économie ? Ce n'est pas évident. Ainsi en raisonnant sur les chiffres du commerce extérieur de 1981, on s'aperçoit que les importations en provenance des pays de l'OPEP ont coûté environ 120 milliards de francs soit près de 20 % du coût total des importations. En revanche, les exportations vers les pays de l'OPEP ont rapporté 55 milliards soit 11 % de la valeur des produits exportés. Une diminution de 15 % du coût des importations de pétrole va largement profiter de la baisse du pétrole. Ce en quoi il peut remercier largement,

Madame Thatcher car c'est elle qui, en abaissant le prix du pétrole brut britannique (d'excellente qualité), a entraîné le Nigéria dans son sillage. Mais dans son ombre pourraient bien se profiler les compagnies pétrolières. Par suite de la baisse de la consommation, leurs bénéfices ont considérablement diminué. Il leur faut à tout prix accroître leur vente. Pour cela une seule solution : baisser le prix du carburant. Cela peut aller jusqu'à rogner leur marge bénéficiaire, en pratiquant un «dumping à la pompe». Le président de Shell-France n'a-t-il pas déclaré : «qu'il était préférable de vendre beaucoup avec une faible marge, que de faibles quantités avec de grandes marges». Évidemment la solution idéale, est de vendre beaucoup avec une grande marge. C'est possible si l'on fait payer aux producteurs le coût de l'opération. Et là le pétrole britannique, qui fait directement concurrence au Nigéria, s'avère bien utile... *Honni soit qui mal y pense.*

G. DAVID.

Une diminution de 15 % du coût des importations de pétrole permet une économie de 15 à 18 milliards de francs, ce qui représente de 27 à 33 % de la valeur des exportations vers les pays membres de l'OPEP. Pour les pays du Moyen-Orient qui ont suffisamment de réserves monétaires, les exportations françaises, notamment l'armement, pourront se maintenir. Pour d'autres la situation financière risque d'être dramatique. Limitations drastiques des importations en provenance des pays occidentaux. On voit mal cependant comment l'Arabie Saoudite pourrait arrêter ses achats d'armes. Le soutien matériel à l'Irak dans sa lutte contre la «subversion khomeiniste» est en effet un des points forts de sa politique étrangère.

Au Yémen, au Pakistan et dans tous les autres pays «pouroyeurs de main d'œuvre», on s'inquiète beaucoup. La baisse, accrue de la production de pétrole en Arabie ou au Koweït, signifie qu'une partie des

travailleurs expatriés sur les puits de forage pourront bientôt rentrer au pays. Le cas récent du Nigéria est significatif à cet égard.

En revanche dans les autres pays du Tiers Monde, on rit. La facture pétrolière est en effet un fardeau insupportable pour bon nombre d'entre eux. On rit mais ça laisse souvent un goût amer. Que le pétrole baisse c'est bien, mais si le dollar US pouvait faire de même ce serait nettement mieux.

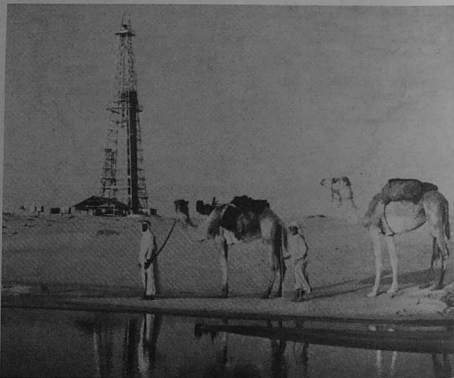
En ouï, le grand responsable du renchérissement des cours du pétrole, c'est le dollar. En juillet 1980 il valait 4,33 F. Un an plus tard 5,44 F, soit une hausse de 25,6 %. En juillet 1982 il était à 7,15 F (progression de plus de 31 %). Parallèlement la facture pétrolière de la France passait de 102,8 milliards de francs en 1980 à 124,7 milliards en 1981 et à 140 milliards en 1982 ; alors que la consommation diminuait légèrement.

COUP FATAL

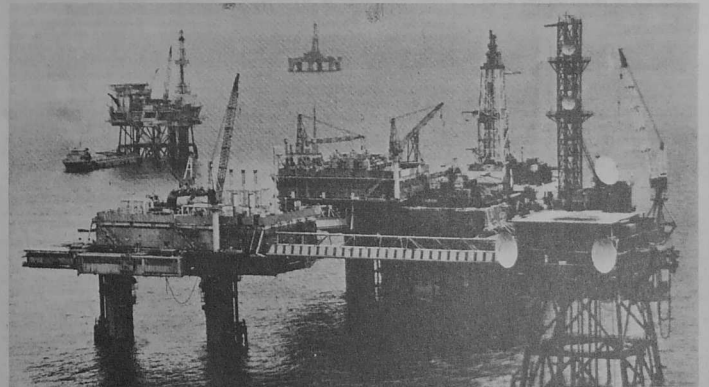
Deux grands perdants dans cette querre du pétrole : le nucléaire et les énergies renouvelables. Le premier, déjà bien mal en point en raison du coût prohibitif du KW heure nucléaire risque de recevoir là un coup fatal. D'autant plus que les acheteurs potentiels sont, à l'étranger, justement ceux qui avaient des disponibilités en pétrodollars. Sur le plan français cela peut se traduire par une nouvelle agressivité des lobby nucléaires qui doivent absolument écouler à l'intérieur de nos frontières

ce qu'ils ne peuvent plus caser à l'extérieur.

Les énergies renouvelables, les économies d'énergie risquent, pour leur part de voir leur développement sévèrement compromis par la nouvelle vague du pétrole si bon marché. A moins que nos responsables en matière d'énergie aient l'audace et la clairvoyance de profiter de ce nouveau répit pour s'engager à fond dans une politique à long terme en ce domaine. Mais suffirait-il de changer de ministre pour cela ?



Abu Dhabi (D.R.)



Frig. Mer du Nord (D.R.)

LES CIRCUITS DE LA FAIM

Une campagne contre la faim ne peut se résumer à l'envoi de secours alimentaires. De nombreuses associations Tiers-Mondistes (Terre des Hommes, Frères des Hommes, Médecins du Monde...) hésitent maintenant devant les effets négatifs de ces pratiques. Mais l'analyse de la situation, des remèdes à apporter n'est pas aisée et pleine de cas particuliers.

Le Tiers Monde étouffé. Dans une série d'articles parus dans Oxygène, B. Lollichon présentait récemment une analyse des rapports entre développement de l'élevage et pillage du Tiers Monde, et démontrait que le pillage du Tiers Monde n'était pas notre seule forme de domination au niveau agricole. Celle-ci, s'exerce plus sûrement au moyen des exportations. Pour notre part nous sommes d'accord avec ce dernier point de son analyse et tous ceux qui ont engagé la critique des importations de manioc et de soja du Tiers Monde ont toujours en même temps critiqué les exportations de produits agricoles qui détruisent l'autonomie alimentaire des pays du Sud (1).

Mais les arguments avancés ne tendent-ils pas à cautionner la tentative actuelle de certaines organisations paysannes (FNSEA et AFDI nationales) qui souhaitent clore le débat sur les rapports entre le système productiviste et le pillage du Tiers Monde?

Manioc et soja : un rôle fondamental

Je prendrai uniquement l'exemple de la France. C'est vrai que le problème du soja est différent en Europe du Nord, où il provient surtout des Etats-Unis. Mais des estimations aussi globales que «les pays développés ont exporté en 80 vers le Tiers Monde les produits de 15 millions d'ha de plus qu'ils n'en ont importés» n'ont guère de valeur scientifique réelle, car, à mon avis, on est totalement incapable de dire exactement quelle surface dans le Tiers Monde est consacrée aux exportations agricoles, et les réalités européennes et américaines sont différentes.

Soja et manioc : une part considérable de l'alimentation animale.

Pour B. Lollichon soja et manioc représentent 3,36 % des unités fourragères (U.F.) de l'alimentation animale en France. Pour J. Berthelot (Champ

du monde), un tel calcul (2) n'a pas de signification. Ce qui compte essentiellement en ce qui concerne le soja importé, ce sont les protéines et si on fait le calcul en «matières azotées totales» (MAT) et non en UF on obtient 8 %, ce qui est à comparer aux 12 % des céréales. D'autre part, il conviendrait de distinguer suivant les types d'élevages et les régions. En Bretagne (première région française), 55 % des protéines (3) de l'aliment commercialisé en 1978 sont importées. Pour l'élevage hors sol seul, notamment l'aviculture, la part est beaucoup plus importante : l'aliment poulet contient 25 à 30 % de soja importé, essentiellement du Brésil. Les importations de soja et manioc ont joué un rôle essentiel dans la transformation de l'élevage en France et l'évolution de la consommation. En abaissant le coût du porc et du poulet, elles ont permis la progression de ces productions (+40 % en 1981 pour le poulet export). Il est exact qu'une baisse de la consommation de viande (actuellement amorcée) n'a pas d'effet direct sur le Tiers Monde. Aux Pays-Bas une consommation de viande plus faible que chez nous permet des exportations massives mais l'idée de réduire la consommation a permis de sensibiliser d'autres que les agriculteurs — et la campagne «vaincre la faim» ne s'est jamais limitée à ce thème.

Réduire les surplus céréaliers

La production de viande a été un moyen pour résorber les excédents (4) céréaliers, mais faut-il en conclure que ce développement est bénéfique pour le Tiers-Monde dans la mesure où il réduit les surplus exportés ? Les importations du manioc viennent remplacer l'orge et créent un surplus à exporter. Mais pourquoi ne pas poser le problème d'une réduction ou d'une stabilisation de la production céréalière ? Il est parfaitement possible d'organiser une substitution par-

tielle des céréales par des productions protéagineuses ou énergétiques. Tout ceci suppose bien sûr une volonté politique, un système de prix différent, etc. Il n'y a aucune fatalité des excédents céréaliers.

B. Lollichon se veut sans doute provocateur lorsqu'il insiste sur l'absence de pillage : «La balance commerciale est globalement en faveur des PVD, on ne peut donc parler d'échange inégal des produits alimentaires». Mais une balance commerciale n'a rien à voir avec l'échange inégal. Elle peut être positive et traduire un pillage organisé. Ce fut le cas de l'Inde au XIX^e siècle.

B. Lollichon montre aussi à partir de données très intéressantes pour la

Les documents de la F.A.O.

J'ai présenté un bilan des importations et des exportations des produits agricoles entre les pays riches et le Tiers Monde, par produit, volume, valeur et surface correspondante. Ce bilan a été établi à partir de documents de la F.A.O. qui nous indiquent par pays, par année et par culture :

- Les surfaces ensemencées.
- Les rendements à l'hectare.
- Les productions finales.
- Les importations et les exportations par produit, année, pays.

On peut contester mes chiffres, mais prétendre que l'on ne peut établir un tel compte, me paraît très aventureux. De ce bilan, Solagral nie les surfaces, ignore le volume et la nature des produits, pour ne retenir que la valeur globale des échanges qui dissocie des autres facteurs n'a plus du tout la même signification.

Solagral m'oppose le tableau de Charles Robert traitant de l'expansion de l'alimentation animale française, qui est liée à l'expansion de l'aliment industriel, et c'est justement ce que je dénonce. En assimilant le rôle biologiquement indispensable de la protéine dans la formation du tissu musculaire, à la nécessité d'importer des protéines, Solagral reprend à son compte le principal argument des industriels de l'alimentation animale.

B.L.

Côte d'Ivoire que «nous payons plus cher le produit d'un ha du Tiers-Monde que nous ne leur vendons le produit d'un de nos hectares». Mais là encore, la rémunération de la production à l'ha n'a rien à voir avec la rémunération du travail paysan. Marcel Marloie l'a bien montré en comparant production de colza en France, d'arachide au Sénégal et de soja aux Etats-Unis.

Les analyses de B. Lollichon montrent seulement la productivité plus grande des agriculteurs du nord — ce qui est une évidence — elles montrent aussi les conséquences pour les productions vivrières des exportations, mais elles ne mettent pas du tout en cause l'idée d'un pillage du Tiers-Monde.

L'Inde a utilisé de ses tourteaux

L'Inde a exporté en 1978, 474 000 tonnes de tourteaux d'arachide. Mais les Indiens consomment aussi du lait. Or dans le rapport du projet P.A.M. (Programme Alimentation Mondiale) pour 1981 on peut lire : «Dans chaque zone couverte par la laiterie principale a été conçu un programme d'impuls techniques. Priorité a été donnée au développement des aliments du bétail et des cultures fourragères puisque l'approvisionnement à cet égard a traditionnellement été la contrainte majeure à l'amélioration de la production laitière... La matière première (des seize nouvelles usines d'aliments du bétail) est constituée surtout de sous-produits locaux, tels sons et tourteaux d'oléagineux».

Pour le Brésil, le binome blé-soja aurait permis de réduire les jachères et donc d'augmenter la production agricole. On observe effectivement au niveau national une diminution des jachères et une augmentation de la production vivrière. Mais il conviendrait de dire : que les 3/4 de la production de soja se concentrent dans les trois grands états du Sud (Rio grande Sul, São Paulo, Paraná) qui représentent deux fois la superficie de la France (alors que le Brésil représente seize fois la France. Cela n'a donc aucun sens de se baser sur les statistiques nationales pour affirmer que le soja permet de réduire les jachères. L'association soja-blé n'est pas pratiquée partout.

Par ailleurs si la production vivrière a effectivement augmenté au niveau national, elle a stagné ou régressé suivant les zones dans les états du Sud. Surtout elle ne suffit pas à nourrir la population brésilienne qui en dix ans est passée de 93 à 120 millions d'habitants. Les importations massives de blé, dont la progression est parallèle à celle des exportations de soja, atteignent un niveau critique et grèvent lourdement la balance commerciale.

	SOJA		COLZA		ARACHIDES	
	Etats-Unis N.E de l'Amérique	France Lot et Garonne	France Lot et Garonne	Sénégal	Sénégal	Sénégal
1. Rendement en fruits (kg/ha)	1 850	2 277		932		
2. Prix payé à la production (en francs français)	0,45	0,8573		0,462		
3. 1x2 revenu brut à l'ha	832,5	1950,27		430,58		
4. Charges à l'ha sans le travail	265,74	625		65		
5. 3-4 Marge brute à l'ha	566,76	1325,27		365,58		
6. Nombre d'heures à l'ha	13 h 43	13 à 39 h		480 h		
7. 4 + 6 Marge brute à l'heure de travail	40,85	34 à 74 F		0,76		

Historiquement les Etats du Sud constituent le principal grenier vivrier du pays. Quand dans les années 60 le gouvernement décida d'intensifier cette région agricole, il privilégia les produits transformables par l'industrie et exportables ; à cette époque le soja, puis le café soluble, le jus d'orange et maintenant le poulet export. Il met en place une politique de prix et de crédits qui favorise très nettement le soja aux dépens des cultures vivrières.

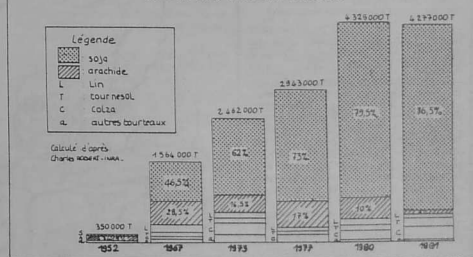
Le soja s'étend donc pour les 3/4 par substitution à d'autres cultures et à l'élevage extensif et pour 1/4 par l'extension de la surface agricole. Pour les trois grands états du Sud le soja a pris selon un chercheur brésilien :

702 681 ha de maïs
213 813 ha de blé
120 873 ha de haricots
103 683 ha de manioc
70 292 ha de riz.

Les responsables des syndicats agricoles brésiliens «authentiques» font de ce problème un des fers de lance de leur combat. Les débouchés de ce soja sont essentiellement européens — même si 80 % de la titration est contrôlée par des sociétés américaines ou étrangères : Guyomarc'h-Dreyfus possède sept usines de titration au Brésil — Les liens France-Brazil sont donc plus étroits que ne le pense B. Lollichon.

En ce qui concerne le manioc de Thaïlande, le problème est légèrement différent. Il ne suffit pas de mesurer la part des cultures de manioc dans les surfaces cultivées mais de regarder combien de paysans — vivent — très mal du manioc. Pour plusieurs millions de Thaïlandais, le manioc est la seule source de revenu

L'EXPANSION DU TOURTEAU DE SOJA DANS L'ELEVAGE FRANÇAIS



La misère extrême

Dans le préambule de mon article, je prends soin de préciser à propos du Brésil et de la Thaïlande: « Certes, cela ne signifie pas que des productions localisées dans une région de chacun de ces pays ne causent pas de graves problèmes là où elles sont mises en œuvre, mais une région de Thaïlande et une région du Brésil, ne représentent pas le Tiers-Monde ». Compte tenu du fait que ces deux pays ont, malgré leur production d'exportation, une production vivrière suffisante pour nourrir convenablement leur population, je considère que le terme de pillage du Tiers-Monde, pour qualifier les importations conjoncturelles de soja et de manioc, est sans doute démagogique.

L'ONU a recensé dans le Tiers-Monde, environ 800 millions d'individus en état de pauvreté absolue, selon son expression. Cette misère extrême existe autant, sinon plus dans des pays qui n'ont pas ou très peu de cultures d'exportation que dans la dizaine de pays qui en ont. On peut noter à ce propos que la Côte d'Ivoire qui a fondé son économie sur les cultures d'exportation ne connaît pas cette misère extrême. Il nous faudrait donc trouver ailleurs que dans ces cultures d'exportation, la cause de la misère.

B.L.

Bien relire

Il convient de bien relire l'article « Le Tiers-Monde étouffé » paru dans Oxygène n° 43-44 et 45-46 et d'en retenir des points essentiels.

J'entends bien démontrer que notre productivité n'est pas liée à des inputs en provenance du Tiers-Monde, donc à un pillage de celui-ci. Mes propos peuvent se résumer ainsi:

1. On peut produire en France les mêmes quantités de viande, mais autrement et dans d'autres structures, sans aliments industriels, et sans importations de protéagineux.

2. Dans les structures actuelles, la France pourrait très bien produire ses protéagineux (exemple de la luzerne).

3. Au pis aller on peut importer notre soja des USA (ils ne demandent qu'à nous en vendre) plutôt que du Brésil, comme le font les autres pays de la CEE.

La productivité de la France et des pays du Nord, n'est pas liée d'une manière absolue aux importations en provenance du Tiers-Monde, mais il est vital pour maintenir cette productivité d'exporter, et ce sont ces exportations qui interdisent aux pays du Tiers-Monde de produire pour leur propre compte. Et cela est vrai, tant pour les produits agricoles, que pour les produits manufacturés. Il me semble que Solagral prend des effets pour des causes. Ce n'est pas l'actualité économique, ni la dernière conférence du G.A.T. qui me démentiront.

B.L.

monétaire. Pour ces paysans le manioc n'est pas marginal. Là aussi la culture a été introduite à la suite de pressions extérieures avec la complicité évidente de capitalistes et fonctionnaires thaïlandais. Mais la responsabilité principale en incombe à des firmes multinationales occidentales.

Les conséquences sont particulièrement graves au point que le P.A.M. (Programme Alimentaire Mondial) finance depuis 1979 un projet d'aide alimentaire dans la zone du N.E. « où prédomine la culture du maïs, du jute et du manioc sur brûlis dans les hautes terres qui, outre un rapport médiocre, a dénué les terres et provoqué l'érosion. La sécheresse et les inondations répétées ont contribué à freiner le développement économique et social de cette région, comparativement au reste du pays ».

Il est vrai que le Brésil et la Thaïlande ont toujours été exportateurs de produits agricoles et qu'ils pourraient parfaitement nourrir leur population et exporter. Mais les conditions actuelles de production des cultures d'exportation sont telles qu'elles renforcent les structures d'exploitation internes du pays, qu'elles appauvrissent les paysans, les chassent de leurs terres et les réduisent à la famine. Par compa-

raison, le café au Brésil, culture d'exportation destructrice des sols pourtant, n'a jamais des effets aussi négatifs que le soja car le propriétaire permet aux ouvriers agricoles de cultiver entre les rangs et à côté, ce qui permet aux ouvriers agricoles de survivre. Ce n'est plus du tout le cas avec le soja, ultra mécanisé et destructeur d'emplois.

Il est urgent dans un premier temps de stabiliser ces importations et d'engager ensuite un processus de transformation du modèle de production. Chez nous, la remise en question des importations de soja-manioc a joué un rôle essentiel dans la critique du modèle. Elle est aussi une condition de la remise en cause du modèle agro-exportateur brésilien ou breton. Importations et exportations sont liées. Critiquer les exportations sans remettre en cause les importations est absurde. Si nous sommes d'accord avec B. Lollichon pour critiquer les exportations il ne faut pas éteindre la mèche de la dynamite qui constitue la critique radicale des importations d'aliments du bétail en provenance du Tiers-Monde. Elle est à la base de la recherche du modèle de production différent et d'une nouvelle approche des échanges mondiaux fondés sur l'indépendance et la solidarité.

A. LE SANN



Des usines de traitement du tourteau en Inde?

Bravo! De cette façon l'Inde pourra exporter davantage de tourteaux qu'elle n'a pu le faire jusqu'à présent pour amortir le coût de ces usines. Elle met également en place pour la production laitière, le même mode de production (très productiviste) que le Brésil et la Thaïlande appliquent aux productions végétales de soja et de manioc avec le succès que l'on sait.

B.L.

Des pratiques de «Dumping»

Il ne faut pas occulter ce que je considère comme essentiel dans mon article, à savoir les pratiques de dumping sur les exportations très importantes de céréales (70 000 000 de tonnes) à partir des Etats-Unis, mais aussi de la France, qui ruinent littéralement toute velléité de production céréalière dans le Tiers-Monde, sauf cas particulier comme la Thaïlande, je n'ai pas la place d'en développer ici les raisons.

Importations et exportations sont liées dit Solagral? Nous allons voir comment:

— En 1978, le Brésil a exporté 5 727 605 tonnes de soja pour 1 088 415 000 dollars (F.O.B.).

— La même année, il a importé 5 596 000 tonnes de céréales pour 761 831 000 dollars (C.A.F.).

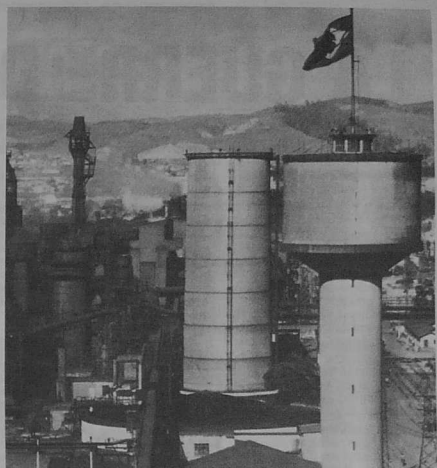
Ce sont ces prix de dumping qui neutralisent la production céréalière dans le Tiers-Monde. C'est cela qui incite à des cultures d'exportations plus rémunératrices, et devient dramatique pour la majeure partie des pays qui ne peuvent en avoir, le marché de celles-ci étant limité. Ce sont les exportations de céréales à partir des pays riches qui ruinent toute autonomie vivrière dans le Tiers-Monde.

Il ne faut passer sous silence des solutions que j'ébauche dans mes conclusions: **Modulation de la productivité** afin de partager le travail entre tous les membres d'une communauté, échange du produit du travail de l'un contre le produit de travail de l'autre. Ce sont là, des conditions de base pour ne plus avoir de surproductions qui rendent indispensable leur exportation. Et ceci est aussi valable pour nous-mêmes que pour les pays du Tiers-Monde.

Je relève dans les «Echos» du 16 février dernier l'information suivante: « Les Etats-Unis vont montrer plus d'agressivité » pour stimuler leurs exportations agricoles, notamment par le lancement de crédits « bon marché » destinés aux pays en voie de développement.

Il est vital pour les Etats-Unis, comme pour la France, d'exporter leurs céréales, et leurs produits laitiers, et cela est catastrophe pour le Tiers-Monde. Comment maintenant, alerter l'opinion publique sur le danger de ces exportations, alors que depuis plus d'un an, des campagnes dites d'information, et que je considère personnellement comme des campagnes de désinformation, l'ont conditionnée dans la fausse idée du pillage du Tiers-Monde.

B.L.



De grandes usines mais pas de travail pour les Brésiliens les plus pauvres. (Photo Ambassade - Brésil).

— Le coton: le Brésil n'a exporté que 9 000 tonnes de coton brut en 1980 sur une production de 578 000 tonnes. Les exportations de produits textiles finis ne représentent que le tiers de la production de coton brut et la valeur ajoutée profite au Brésil. La production de coton alimente en totalité l'industrie brésilienne donc le marché intérieur.

— Le tabac: 65 % de la production est consommée au Brésil. J'en ai été le premier témoin. Conditionnée comme nous le sommes, nous avons tendance à oublier que le Brésil c'est quelque cent millions de consommateurs, même si 10 ou 20 millions d'individus sont excités et crévent littéralement de faim.

Seules sont à retenir comme cultures d'exportation le cacao et le soja. 80 et 64 % de la production exportée.

— Moyenne 1978-80 de la production céréalière du Brésil: 27 150 000 T.

— Moyenne 1978-80 de la production vivrière de manioc: 24 554 000 F.

— Soit: 226 kg de céréales et 205 kg de manioc par habitant. C'est l'équivalent de la consommation française par habitant, alimentation animale comprise.

Pour la Thaïlande, comme pour le Brésil, j'attribue la misère au mode de production mis en œuvre, plutôt qu'aux productions elles-mêmes. Là non plus, il ne faut pas prendre des effets pour des causes. Des productions vivrières

monopolisées et mécanisées, n'apportent aucune nourriture aux exclus de la production. Une fois la production monopolisée, celle-ci après avoir saturé le marché intérieur soluble, orientera sa croissance vers l'exportation. Cesser les importations de soja ne changera rien à la misère du Brésil.

En revanche, les exportations de céréales françaises, vendues en dessous de leur prix de revient aux pays d'Afrique ont ces graves conséquences d'étouffement que je dénonce.

Soja et manioc: une part considérable de l'alimentation animale en France? — consommation animale de céréales en France en 1980: 18 000 000 tonnes — Importation de manioc (substitut des céréales) par la France en 1980 toutes provenances confondues: 365 000 tonnes soit 2 %.

Je ne considère pas non plus le taux de 8 % (exact d'ailleurs) de protéines importées comme considérable, d'autant plus que l'on peut s'en passer.

Voici ce que Homen de Mello appelle des cultures destinées au marché extérieur.

— La canne à sucre, 2 % seulement de la production est exportée (sucre équivalent canne). Le reste, soit 98 % est transformé en carburant automobile et aussi en sucre pour le marché intérieur.

B.L.

LA GUERRE DU BLÉ

La France tente de se faire une place sur un marché dominé par les Américains.

Le marché mondial du blé est traditionnellement tenu par les Etats-Unis (de loin), le Canada et l'Australie. Dernier venu sur ce marché, « comme un cheveu sur la soupe », la France.

Au premier regard sur les graphiques, on se rend compte que les Etats-Unis, dont les énormes excédents céréaliers ne cessent de croître (une fois et demie le total de la production française en 1980), tiennent de fait une position de quasi monopole.

Dans la moyenne 1964-66, la production française de blé, est la seule excédentaire de toute la C.E.E. et ne suffit pas encore à combler le déficit du Marché Commun.

Dans la moyenne 1970-72, une substantielle progression de la production française, additionnée à une progression beaucoup plus faible des autres pays de la communauté, ne compense pas la croissance de la consommation. Le déficit est globalement réduit, mais persiste.

Dans la moyenne 1978-80, la situation est inversée. La consommation stagne, tandis que la production progresse dans toute la communauté, et très fortement en France.

Cette croissance a été rendue possible par les règles communautaires qui soutiennent des prix assurant une rémunération plus ou moins correcte du travail paysan, face au prix de

dumping entretenu par les Américains.

Les exportations de blé en dehors du Marché Commun deviennent vitales pour la France qui s'attaque ainsi au monopole américain, qu'il est tout aussi vital pour ces derniers de conserver. Ils ont non seulement perdu le marché de la C.E.E., mais ils retrouvent la France sur leur marché du T.M.

La position de la France exportatrice hors du Marché Commun, devient délicate vis à vis des autres pays qui le composent. Effectivement, si des efforts financiers, supportés par l'ensemble des pays au profit principal de la France, se justifiaient pour assurer globalement la production de la C.E.E. jusqu'au niveau de son auto-suffisance, ils seront maintenant contestés pour soutenir des exportations françaises hors du Marché Commun.

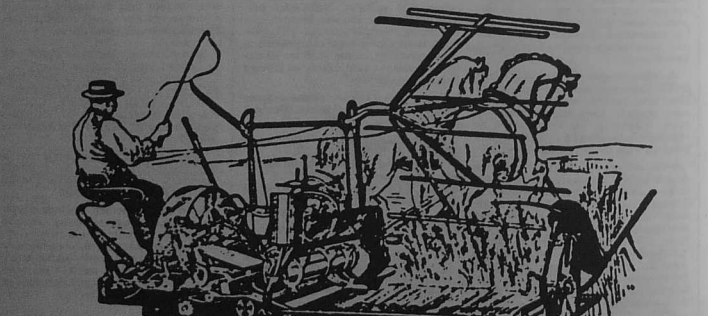
Le marché mondial quant à lui est limité. L'U.R.S.S. importe selon les années, 15 à 20 millions de tonnes de blé, soit 20% du dit marché, et le Japon 5% environ. Le Tiers-Monde représente 60 à 70% du marché mondial du blé, et devient maintenant le champ de bataille de cette guerre économique. Qu'il produise ses céréales, ce qui lui est possible, ce n'est qu'une question de prix sur ses

marchés intérieurs, et c'est la faillite de certains secteurs industriels des pays exportateurs.

La valeur du blé au cours mondial ne représente plus, environ, que l'amortissement du matériel agricole et des autres « inputs » industriels nécessaires à sa production. Il n'est plus question depuis longtemps de rémunération du travail paysan aux Etats-Unis, et déjà maintenant, quoique de manière inavouée, en France.

La croissance de la production agricole, intégrée à l'industrie, ne sert que la croissance de la production industrielle située en amont de l'agriculture. Par exemple, un tracteur « consommé » dans le processus de production de 500 hectares environ en France, soit la production de 2500 tonnes de blé. Que le marché du Tiers-Monde se ferme, et ce sont des pans entiers de notre économie qui s'écroulent (matériel agricole, engrais, etc...). A moins, que le T.M. ne produise selon nos méthodes (ce qu'a choisi le Brésil), et s'intègre à notre économie, mais là, se pose le problème de sa solvabilité. Il ne peut déjà plus payer le blé que nous lui vendons pourtant au prix le plus bas, et de plus en plus subventionné. Voilà à quelles aberrations nous conduisent les concepts productivistes de notre économie.

B.L.



Moissonneuse-lieuse

LUPIN JAUNE

Une visite en Sologne: pourquoi ne pas faire pousser du Lupin: c'est une excellente source de protéines végétales... européennes.

Le Marché mondial des protéagineux est un marché florissant, dont le volume des transactions pour la France se répartit entre plusieurs espèces végétales, dont la plus importante est le lupin. En 1981, 320 000 tonnes ont coté 5 milliards de francs lourds à la nation!

Le soja se taille la part du lion de ce négoce, avec près de 80% des importations, car il est très peu produit sous nos latitudes, et nos plantes protéagineuses européennes qui peuvent le concurrencer n'ont pas toujours bénéficié du soutien qu'elles méritent, comme c'est le cas pour le Lupin qui constitue la plante d'Or des sables et des terres pauvres.

C'est pourquoi une Association de diffusion et de promotion de la culture des Lupins vient d'être constituée en France, avec pour objectifs: la production et l'utilisation de cette très ancienne Protéagineuse, pour la renaissance économique des zones rurales délaissées, la restauration et l'amélioration des terres pauvres, et pourquoi pas l'amélioration de notre balance commerciale au plan des protéagineux.

Le lupin, plus particulièrement le lupin jaune, dont la commercialisation reste interdite par les règlements en vigueur, possède pourtant des caractéristiques remarquablement adaptées à l'agriculture de notre région, si l'on en croit les techniciens qui ont présenté, chiffres à l'appui, les expériences réalisées à la ferme de Sainte-Marthe en Sologne.

Déjà les Romains

La culture du lupin est pratiquée à grande échelle dans les pays de l'Est, mais elle est pratiquement inexistante chez

Où et comment cultiver le lupin

Les sols acides, sablonneux, avec Ph inférieur à 6,8, sont des terrains de prédilection pour le Lupin (Exemple: les Landes et la Sologne, mais aussi de nombreuses autres régions de France, qui possèdent des caractéristiques pédologiques et climatiques analogues).

Il faut éviter les sols calcaires, les sols lourds, trop humides et asphyxiants, car la microbiologie joue un grand rôle dans le développement du Lupin.

nous, européens de l'Ouest, qui achetons d'énormes quantités de soja à des sociétés contrôlées par les USA.

Il était cultivé et consommé déjà par les Anciens Romains et sur tout le pourtour de la Méditerranée. Il fut redécouvert en 1925 par les Allemands qui cherchaient à cultiver une plante riche en protéines, capable de les libérer des achats de tourteaux à l'Etranger.

Après avoir essayé d'acclimater la luzerne et le Soja qui ne leur donnèrent pas satisfaction, ils pensèrent au Lupin qui réussissait fort bien dans les sols les plus ingrats, tout en produisant une grosse quantité de matière protéique à l'hectare, puisqu'il en contient plus d'un tiers de plus que le soja (50% de protéines pour le Lupin jaune).

A l'Institut «Kaiser Wilhelm» de Munchberg, le professeur Sengbusch fit examiner 1 million et demi de plantes de Lupin. Il trouva, dans ce matériel, 7 plantes peu amères, à partir desquelles furent obtenus les Lupins doux connus actuellement et toujours utilisés au Danemark et dans les Pays d'Europe Centrale pour l'alimentation animale sous forme de fannes et de tourteaux, mais aussi comme fourrage et ensilage.

Cette légumineuse, riche en protéines, en vitamines et en sels minéraux, a, entre autres vertus, le pouvoir de s'adapter aux plus mauvais sols qu'elle améliore. Elle constitue, par sa masse végétale importante (1 m à 1,20 m de haut), un excellent engrais vert qui peut être utilisé en culture intercalaire de mars à octobre, car le cycle de végétation est court:

120 jours pour la maturité des graines, mais quelques semaines seulement pour les pâtures ou la récolte des fourrages.

Des succès de nutrition ont été réalisés avec succès dès 1930 sur toutes les catégories d'animaux domestiques: bovins, ovins, caprins, porcins, chevaux, volailles, lapins, et même récemment en pisciculture, avec d'excellents rendements. Le taux de digestibilité du Lupin est élevé puisqu'il atteint 85%.

Sur les trois sortes de lupin doux que nous connaissons en Europe, le Lupin jaune semble être le plus intéressant en raison des résultats positifs qu'il a procurés à ceux qui l'avaient semencé: l'Institut National de la Recherche Agronomique se penche activement sur ce problème à partir du Lupin blanc qu'il souhaite adapter aux conditions de notre territoire.

Mais il semble bien que le Lupin jaune ait des qualités de résistance et de teneur en protéines qui n'ont jamais été obtenues

sur le Lupin blanc, celui-ci n'est d'ailleurs produit actuellement qu'en très petites quantités et ne permettra pas de résoudre le problème des protéines issues du soja avant de longues années.

Une culture rentable

Quelques chiffres: l'ensemencement à l'ha du lupin jaune, coté dans les conditions d'exploitation de la ferme de Sainte-Marthe, 1200 à 1500 F (il coûterait de 1800 à 1900 F selon la méthode classique, comportant l'utilisation de désherbants).

Selon les années, la production est de 15 à 25 quintaux, ce qui correspond en moyenne à 1,5 t. de matières protéiques à l'ha. En se basant sur un prix de vente identique à celui du lupin blanc — le seul dont la commercialisation est actuellement autorisée — la production d'1 ha de lupin jaune pourrait être vendue environ 3600 F. Il s'agirait donc d'une culture rentable.

C'est pourquoi l'Association Française du Lupin s'attachera davantage à promouvoir, dans un premier temps, le Lupin jaune, tout en souhaitant coopérer avec les autorités officielles de recherche pour la promotion de toute autre graine qui s'avérerait plus intéressante que le Lupin jaune. L'Association fera contrôler les essais de production et d'utilisation pour l'alimentation, à la demande des intéressés, par une équipe scientifique et technique.

La Sologne ne sera jamais la Beauce

Le lupin jaune totalement négligé en France, a été victime de la mode qui consiste à privilégier les cultures riches pour terres riches — ou enrichies artificiellement. Le problème est que les terres de Sologne ne supportent pas des apports massifs d'engrais chimiques, la pauvreté du sol s'accompagne d'une grande fragilité. Après avoir tenté, notamment dans les années 60 de «faire la Beauce en Sologne», les agriculteurs et les organismes (y compris bangaires) qui interviennent dans ce secteur d'activité prennent de plus en plus conscience de leur erreur.

La ferme de Sainte-Marthe est, en titre, la ferme expérimentale de l'Institut de nutrition d'Amboise, qui s'intéresse au lupin depuis plusieurs années. Certaines expériences ne sont cependant pas faciles à réaliser, même dans un but exclusif de recherche, en raison de la réglementation appliquée à la circulation des semences. La culture du lupin jaune étant interdite en France, on ne trouve pas de semence et il est interdit d'en importer...

Une dernière remarque à propos du lupin doux: celui-ci possède sur le lupin amer, l'avantage de pouvoir être consommé tel quel par les animaux. Il existe toutefois des techniques d'adoucissement pour «laver» le lupin amer, l'eau résiduelle pouvant être utilisée pour des doryphores des cultures de pommes de terre. Le lupin ne manque décidément pas de qualités...

H. LARROQUE

Publié avec l'aimable autorisation de l'auteur et de la Nouvelle-République du Centre-Ouest.

TA MISERE NOUS INTERESSE

Des assises de l'agro-alimentaire : une occasion de poser les bonnes questions. Et les réponses ne vont pas toujours dans le sens souhaité officiellement.

Avant les élections présidentielles, le P.S. avait réuni les organisations non gouvernementales (O.N.G.) « Tiers-mondistes », afin de définir une politique agricole tenant compte des problèmes du Tiers-Monde.

Une deuxième réunion se tenait à l'Assemblée Nationale le 21 mai 1981, juste après les élections présidentielles. Il s'agissait de créer des groupes de travail pour inspirer un gouvernement de gauche après les législatives.

D'emblée, à cette deuxième réunion, le problème était posé de manière très claire par un fonctionnaire du Ministère de l'Agriculture :

— La France a un impérieux besoin de ce que produit le T.M. (n.d.l.r. ce qui est parfaitement faux, peut-être compétitif dans le cadre du Marché Commun).

L'agriculture française est exportatrice, et il faut donc continuer à exporter les produits agricoles vers le Tiers-Monde. Les caisses de l'Etat l'exigent. (n.d.l.r. Comprendre la balance du commerce extérieur, ce qui entre nous soit dit impérieux, et les importations du Tiers-Monde sont une monnaie d'échange pour payer nos exportations).



Deain, Lecointre.

Une grande campagne nationale sur le thème du pillage du Tiers-Monde et ses implications agro-alimentaires se déclenchait peu après. Cette campagne, ne pouvait que plaire à J.P. Cot, ministre rocardien de la coopération, sans gêner la tendance dominante du gouvernement (Chevènement-Cheyssion) qui y trouve deux avantages.

1) Provoquer un appui de l'opinion publique pour négocier à Bruxelles une taxation du manioc (céréale de substitution) qui soutiendra les céréales françaises excédentaires, ainsi qu'une taxation sur les protéagineux d'importation (soja) tant américains que brésiliens, ce qui favorisera les productions françaises de protéagineux.

2) En sensibilisant l'opinion publique sur le pillage du Tiers-Monde, non seulement on dissimule le danger que nos exportations font peser sur les agriculteurs du T.M. mais on les justifie.

Une fois, la réflexion orientée sur ce thème, il est plus difficile de la maîtriser, d'autant plus que régionalement, d'autres associations écologiques et paysannes s'y associent et parviennent à des conclusions un peu gênantes. C'est le modèle de production qui est à juste titre remis en cause. L'A.P.P.S.B. amène dans le débat la pollution des eaux consécutives à ces modèles de production. Le C.R.E.P.T.A.B. médite fort justement sur la vocation de l'agriculture, créative plutôt que dévoreuse d'énergie. C'est aussi le mythe du pétrole vert qui est remis en cause. C'est également la question un peu naïve de savoir pourquoi la « vulgarisation agricole » ne finance pas autant la recherche et le développement de méthodes alternatives de production agricole que celle du modèle dominant. (Nous avons déjà entendu quelque chose de similaire à propos des énergies alternatives).

Ces questions qui ne devraient pas déplaire à la tendance rocardienne, deviennent par contre très gênantes pour les ministres du gouvernement qui se sont bien gardés de répondre à l'invitation qui leur était faite de participer au débat de clôture des Assises de l'agro-alimentaire de Lorient.

Personnellement, ce qui me gêne dans tout cela, c'est que le T.M. qui est déjà le prétexte et l'enjeu de conflits internationaux entre grandes puissances, est encore prétexte et enjeu d'un conflit de tendances au sein d'un même parti.

Quand donc lui « cherchera-t-on » la paix à ce Tiers-Monde? Quand cesserons-nous d'exploiter sa misère à des fins partisanses?

B.L.

QUAND NOUS AURONS DÉCLARÉ LA PAIX

L'Apocalypse est pour demain... grâce à nos dirigeants de gauche ou de droite.

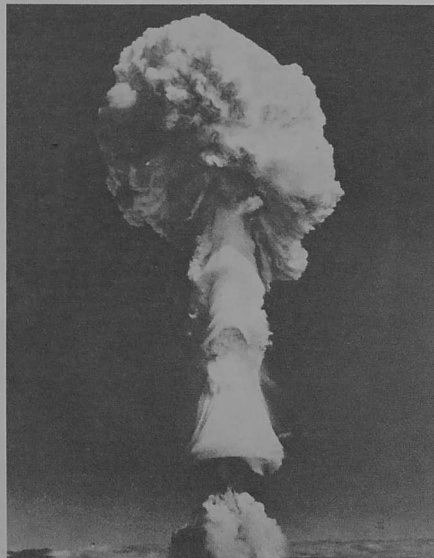
Avec plus de 80 000 ogives nucléaires, soit 2,5 millions de fois la bombe d'Hiroshima, il y a déjà de quoi détruire plusieurs fois la Terre, et chaque jour voit la création de nouveaux engins toujours plus puissants et plus meurtriers. Tout cet armement s'accumule tel un château de cartes qu'on élève de plus en plus jusqu'au moment où tout s'écroule. Mais nous refusons cet holocauste. Si tous les citoyens du monde montrent leur désir de ne pas mourir, de respecter la nature afin que la vie continue au travers de leurs enfants et petits-enfants, ils peuvent par l'effet de masse de toute la population planétaire, exercer une pression énorme auprès de tous les dirigeants pour les amener à un désarmement total, multilatéral et immédiat.

Rien qu'aux U.S.A., il y a une fausse alerte tous les quatre jours environ et il faut prendre conscience du fait qu'à côté des quelques pays ayant officiellement l'arme atomique, d'autres pays aspirent (si ce n'est déjà fait) d'acquiescer cette puissance, d'où le danger de plus en plus grand d'un conflit nucléaire. A ce jour, la maîtrise de l'équilibre instable de la paix par ce système de terreur apocalyptique n'a pas empêché depuis 1945 le déclenchement de 85 guerres importantes ayant entraîné plus de 15 millions de morts, sans compter les blessés, les maladies, les famines et les déséquilibres qu'elles ont provoqués. Aussi est-il important d'insister pour que le désarmement se fasse à l'échelle planétaire, pour que tous les pays sans exception y participent et que le désarmement soit total: nucléaire, chimique, biologique, conventionnel.

« Le Livre de la Paix » autour duquel s'est formé notre association a pour but de faire prendre conscience aux 4,5 milliards d'humains qui peuplent

notre planète de la catastrophe de plus en plus imminente vers laquelle nous allons grâce à notre inconscience, à notre insouciance à laisser faire comme bon l'entendent les quel-

que 200 dirigeants de notre planète. En effet ceux-ci ne conçoivent la paix que par l'équilibre précaire de la terreur.



E = mc². Et alors ?

Association du Livre de la Paix des Monts d'Arrée
— Bodivry 29237 SIZUN. Tél. 68.86.11 et

68.83.37.
— Centre Social Pen Ar Creach. Tél. 80.06.56.13, rue Prof. Chrétien Brest.

Le devoir de chacun est de communiquer au plus grand nombre ces idées. Ceux qui travaillent dans les mailles de la communication détiennent une importante partie de la solution. Leur rôle est vital. S'ils désirent que la scène où ils travaillent subsiste, ils ne peuvent qu'accepter ce rôle...

Le siècle à venir devra être pacifique et pacifiste, ou de ne pas être.

L'association internationale du Livre de la Paix essaie, à son propre niveau, de contribuer à cette immense tâche qui ne pourra être assumée que d'une manière collective. De même que chacun de nous symbolise un seul brin d'herbe de la prairie humaine, de chacun de nous dépend la couleur d'ensemble de notre prairie.

L'association n'impose aucune politique et elle n'endoctrine pas. Son seul point de ralliement, la Vie, est un domaine très vaste où chacun doit, à l'heure actuelle, apporter sa propre responsabilité. Elle est pratiquée par Sean Mac Bride et Lord Baker (prix Nobel de la Paix), d'Alfred Kastler (prix nobel de physique) et bien entendu de Bernard Benson (ancien scientifique de l'armement et auteur du « Livre de la Paix »).

Il est fait appel à tous ceux qui ressentent l'urgence de la situation, pour qu'ils se joignent à nous et manifestent dans tous les pays leur volonté d'un désarmement total et immédiat.

Le 6 août prochain (anniversaire du crime nucléaire d'Hiroshima), l'« Avion de la Paix », ayant à son bord un couple d'enfants de chaque pays de notre planète, soit plus de 300 enfants, va partir de Suède (où il y aura un énorme rassemblement pour la Paix) afin de rencontrer les gouvernements des huit pays clés détenant l'arme nucléaire et la production de l'armement conventionnel tels que l'U.R.S.S., les U.S.A., la Chine, la France, l'Angleterre, etc... A chaque escale les enfants seront reçus par le gouvernement du pays visité qui devra prendre clairement.

Localement nous essayons d'élargir cette prise de conscience par l'intermédiaire des radios, journaux, film-débats et espérons que de plus en plus de personnes prennent conscience du désastre planétaire qui nous attend et se joignent à nous. La Paix peut et doit être une réalité, il suffit que chacun laisse son égoïsme à la porte.

MENACES SUR LA MEIJE

Deux barrages prévus par E.D.F. pour absorber les excédents de la production nucléaire.
La victoire de l'absurde!

EDF a encore décidé de faire parler d'elle de façon déplacée. Alors que son opération « tout nucléaire » la plonge dans un déficit important, elle a sorti de ses cartons un projet aussi dérangeant que coûteux: EDF envisage l'implantation de deux barrages au pays de la Meije, dans le massif alpin.

Le premier barrage est prévu au Plan de l'Alpe à la cote 2060, d'une hauteur de cent mètres, il permettrait le stockage de soixante-dix hectomètres cube, soit une fois et demie environ le volume du Chambon. Le lac artificiel en résultant serait relié à celui du Chambon par une galerie de dix-neuf kilomètres, creusée sous le massif de la Meije, et aboutirait à une usine hydro-électrique souterraine au bord du lac du Chambon. Le deuxième barrage, réalisé ultérieurement, serait implanté

dans le cirque du Goléon, au sud des Aiguilles d'Arves, à la cote 2550. D'une hauteur de cent-quarante mètres, il offrirait une capacité de cent-trente hectomètres cube, soit deux fois et demie environ le volume du Chambon. Il serait relié à l'usine souterraine projetée au Lautaret par une galerie de 5,5 kilomètres, cette usine étant elle-même reliée au Plan de l'Alpe par une galerie de trois kilomètres.

Bien que le site du Goléon sous les Aiguilles d'Arves soit d'une grande qualité et recèle en particulier une flore d'un très haut intérêt dont certaines espèces rares, c'est le Plan de l'Alpe qui retient en premier lieu l'attention. Il commande une multitude de promenades ou de courses en montagne, été comme hiver, allant du Pic Gaspard au Pic de Nenge Cordier en passant par le Pavé, la Grande Ruine Roche Fauno et d'autres.

Un lac de barrage, dont les eaux afflueront au pied du refuge de l'Alpe, détruirait définitivement ce site exceptionnel proche de la réserve Naturelle du Combe-not et de la zone centrale du Parc National des Ecrins dont une faible partie serait même submergée.

Il est difficile d'apprécier, au stade actuel des études, quel serait l'effet du marnage provoqué par les variations saisonnières hebdomadaires et journalières prévues, il est à craindre qu'il soit très important, notamment dans le secteur de Valfourche où les pentes sont très faibles.

ment plus chaudes en provenance du Chambon ne risquerait-elle pas d'entraîner des perturbations climatiques importantes et notamment l'apparition de brouillards?

La flore du Plan de l'Alpe n'a ni la qualité, ni la variété de celle toute proche du col de Lautaret, mais elle présente un intérêt certain et l'on y rencontre même quelques espèces rares comme par exemple la *Daphné striata*. Soulignons enfin que, compte tenu de l'altitude, la reconstitution de la pelouse alpine est très aléatoire, voire impossible à l'échelle humaine et il est probable que les traces laissées par les travaux préliminaires déjà entrepris seront indélébiles. Les engagements d'E.D.F. de remise en état des lieux en cas d'abandon du projet, s'avèrent donc bien utopiques.

En ce qui concerne la faune, les nuisances d'un tel projet font craindre une migration massive de la population de chamois par le col d'Arsine vers la zone périphérique de Monetier les Bains où l'absence de plan de chasse pourrait aboutir à un massacre.

L'impact socio-économique.

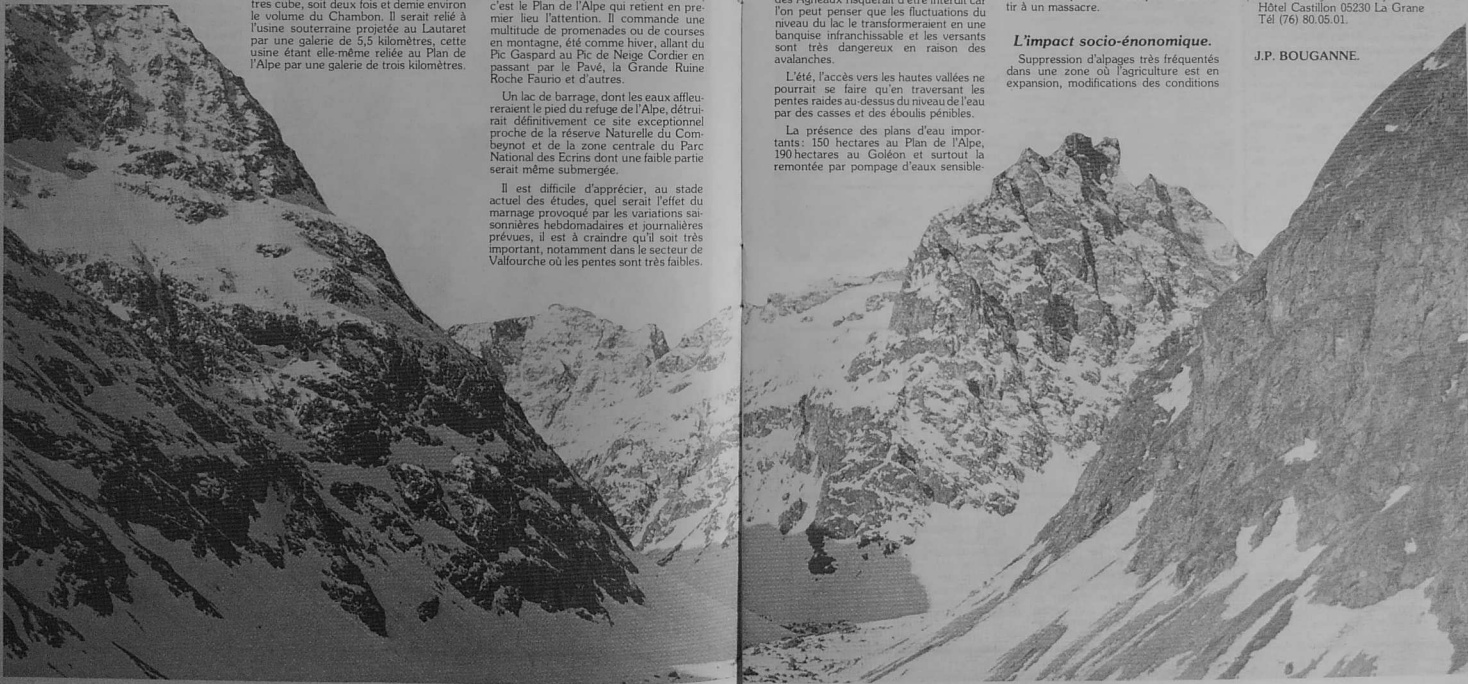
Suppression d'alpages très fréquentés dans une zone où l'agriculture est en expansion, modifications des conditions

de vie par l'apport d'une population de transit pour réaliser des travaux. Baisse du tourisme due aux nuisances apportées par les travaux.

Toute cette opération devrait coûter très cher pour un rendement dérisoire de l'ensemble (70% pour le pompage-turbinaire). On murmure que le pompage de nuit permettrait d'écouler une partie de l'excédent d'énergie fournie par le nucléaire.

Pour cet ensemble de raisons, un comité de sauvegarde et de développement du pays de la Meije s'est créé afin de défendre l'intérêt réel de la vallée et de ses habitants, intérêt qui n'a rien à voir avec le projet d'EDF bien au contraire. Ce comité a reçu l'appui actif d'organisations aussi diverses et importantes que la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, la Société Alpine de protection de la Nature, le Club Alpin Français, la Fédération Française de la Montagne et le bureau des guides d'Embrun. Pour tous contacts: Comité de Sauvegarde et de Développement du Pays de la Meije, Hôtel Castillon 05230 La Grane, Tél (76) 80.05.01.

J.P. BOUGANNE.



Plabennec: une décharge contestée

Le Sivom de la région de Plabennec (4800 tonnes de déchets, 16 000 habitants) projette d'implanter une usine de broyage et une décharge d'ordures ménagères de 24 ha sur une zone humide à Plouven.

Projet en contradiction avec la résolution adoptée par le conseil général en 1978, qui demandait que soit étudiée la possibilité d'implanter une usine de récupération des déchets, conformément à l'objectif essentiel de la loi sur l'élimination des déchets et sur la récupération des matériaux par la collecte sélective. Ceci permettrait une réduction des coûts de traitement et de mise en dépôt, une économie de ressources naturelles et d'énergie, une valorisation des déchets (compost).

Le choix du site

Le choix du procédé entraîne l'épandage des broyats dans une décharge. La démarche suivie pour le choix du procédé et du site est regrettable puisque l'étude d'impact commandée par le Sivom a un bureau d'étude parisien a pour objet de démontrer que le broyage des ordures est la seule solution possible. Pourquoi ne pas avoir mis à profit la notion de variante prévue par la loi sur les études d'impact pour présenter d'autres procédés?

Pour les responsables du Sivom, les intérêts financiers à court terme priment bien sûr et comme d'habitude sur les intérêts de santé des populations et les intérêts écologiques. (Destruction d'une zone humide). La pollution de l'Abor Benoit sera effective (eutrophisation). Ceci est d'autant plus inadmissible que cette rivière est prévue pour renforcer la prise d'eau de Kernilis sur l'Aberwrach (70 000 consommateurs).

La vie économique de la vallée exige une eau pure et une « lutte anti-pollution des cours d'eau » soulignée par le schéma d'aménagement du littoral breton des Abers pour atteindre les objectifs de qualité fixés (1B en zone fluviale; 1A en zone estuarienne) favorables à la pisciculture voisine, du pompage d'eau (industrie, animaux, hommes), à la conchyliculture, et à l'aquaculture de l'estuaire, aux loisirs (baignade, vie des salmonides, tourisme).

L'étude d'impact présente de nombreuses contradictions et insuffisance. Des contradictions apparaissent également entre l'étude d'impact et le rapport du géologue. En fait, à long terme, aucune mesure de protection de la nappe n'est prévue.

En cas de pollution grave constatée à partir des puits de contrôle des eaux, ira-t-on jusqu'à la vidange du dépôt si nécessaire? En cas de panne du broyeur ou de pollution, quelle solution de remplacement est prévue pour traiter les ordures?

En réponse aux observations des tiers et de l'APPSB déposées dans l'enquête publique, Monsieur le président du Sivom, s'engage, au nom des élus, à assurer un service de qualité et à prendre toutes les

CONTRE LES FOIRES A LA SAUVAGINE

Si nous voulons aujourd'hui arrêter une tradition séculaire, ce n'est pas par caprice, mais bien en toute lucidité. Une espèce menacée de disparition, ce n'est pas, comme on le pense souvent, un fait mineur n'intéressant que quelques spécialistes. Ces disparitions sont la marque de transformations profondes, la marque de la mise en route d'un phénomène d'appauvrissement qui traduit des bouleversements dans l'environnement.

Déjà décimés par l'agriculture industrielle, par la pollution ou la disparition de leurs milieux de vie, menacés par la chasse et tous les autres comportements irresponsables de l'homme, les animaux sauvages qui ont réussi à survivre vont-ils également être sacrifiés pour la satisfaction égoïste d'un luxe désuet et cruel?

Aucune espèce, aucun individu ne pourra survivre sans l'ensemble des autres

Les porteurs et porteurs de fourrures doivent prendre conscience qu'elles, qu'ils portent des peaux de cadavres. En effet, pour confectionner un seul vêtement, il faut ou trois à cinq tiges, ou dix lynx ou 14 castors, ou 26 ou 36 agneaux (astrakan) ou 36 à 65 visons ou encore 40 chinchillas. Et, au-delà des chiffres et des statistiques, il y a les méthodes inqualifiables; les pièges à mâchoires, les agneaux égorgés et gonflés d'air, les pho-

ques massacrés au gourdin, les panthères auxquelles on enfonce une barre de fer chauffée ou rouge dans l'anus... S'il était « chiffré » en souffrance animale, le prix d'une fourrure deviendrait incalculable. Si l'on détermine aisément le prix de revient d'un kilo de fourrure ou de plomb, quel est le prix d'un animal qui vit en liberté, et l'équilibre écologique est-il chiffrable?

Entretien de la prospérité de la vie à long terme est plus important que n'importe quel bénéfice financier à court terme. Car quand la vie sauvage aura été détruite, survivrons-nous sur une planète artificielle?

Nous dénonçons les massacres d'animaux sauvages ou les méthodes d'élevages cruelles à des fins commerciales. Nous dénonçons l'aberration de tels actes sur le plan moral et écologique.

La fausse fourrure constitue une solution pour arrêter le massacre et permettre le maintien des emplois et des commerces. Il y a plus à faire dans la sauvegarde et la gestion de l'environnement que dans sa destruction. Mais la clientèle de riches n'a pas envie d'acheter de fausse fourrure, si ressemblante soit-elle: la fourrure étant un placement, on aboutit à ce paradoxe que plus une espèce animale est menacée, plus sa peau prend de la valeur.

Signez, faites signer la pétition au dos de ce tract et renvoyez-le à l'une des associations signataires.

Pétition

PETITION NATIONALE CONTRE LES FOIRES AUX SAUVAGINES DE CHALONSUR-SAONE AU NOM DE LA MORALE ET DE LA SURVIE DES ESPÈCES.

Nous, soussignés (e), demandons la suppression des foires aux sauvagines et une réelle volonté de supprimer les marchés parallèles.

Nous demandons l'interdiction immédiate de l'emploi pour l'élimination de certaines espèces animales: des pièges à palette, des poisons et notamment de la strychnine.

NOM	ADRESSE	PROFESSION	SIGNATURE

A retourner à X.Gremillet, Meil-Ster, 29164 Laz.

dispositions techniques pour prévenir ces risques », selon le rapport du commissaire enquêteur transmis à la préfecture.

Mais, l'exploitation de deux dernières décharges dites « contrôlées » par le Sivom de Plabennec, dans des conditions lamentables, polluant le ruisseau de la Motte, affluent de l'Abor Benoit et baloutant leurs cahiers de charges ne plaide pas en faveur des affirmations ras-

surantes du promoteur.

Donc la pollution des eaux sera réelle puisqu'elle est minimisée et non éliminée. La mise en décharge d'ordures broyées ne permet pas « enfin et surtout » de maîtriser les risques de pollution de la nappe » comme l'affirme l'étude d'impact en énumérant les pseudo-avantages de ce type de traitement.

R. LEOST.

FUTUR

DES PLANTES... DES HOMMES

Dans la jungle du Stangalarch.

La coopération de la SEPNEB, du Ministère de l'environnement et de la Communauté Urbaine de Brest a permis la réalisation du Conservatoire de Botanique de Brest. Son action s'inscrit dans le cadre des programmes internationaux de préservation des milieux naturels et espèces menacées... car près de 25 000 plantes à fleur sont menacées (1). La

tâche est donc vaste et doit s'exercer de multiples manières. Lorsqu'elle est possible, la protection des milieux est la meilleure solution, mais pour de très nombreuses espèces en extrême limite d'extinction ou éteintes dans la nature, seule la culture en jardin, associée au stockage des graines peut permettre une survie en attendant des conditions meilleures.



C'est un pari sur un avenir où l'homme vivra en harmonie avec la nature et la respectera pour elle-même et pour les potentialités qu'elle apporte et peut encore apporter. Le temps est venu où il faut protéger aujourd'hui pour disposer demain. Le Conservatoire, dans le Vallon du Stangalarch à Brest, c'est le jardin ouvert au public, mais c'est aussi les coulisses de la conservation.



(1) Voir Oxygène n° 40-41-42



Ces 20 ha de carrière à la périphérie de Brest ont été réhabilités afin d'accueillir le Conservatoire.



Le site, traversé par le ruisseau du Stangalac'h, présente un grand nombre de biotopes différents (sous-bois, étangs, falaises, pelouses...) permettant de reconstituer des milieux proches de ceux des espèces cultivées.



Le jardin est ouvert au public, le pavillon d'accueil situé à l'entrée donne des informations sur la flore menacée et les activités du Conservatoire.



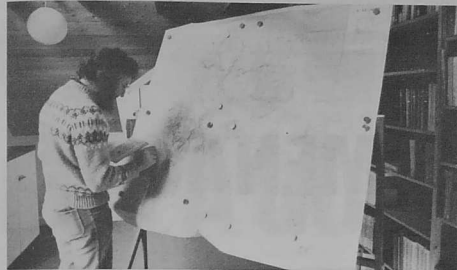
Le règlement a pour but de concilier la fréquentation par les visiteurs et la protection des espèces rarissimes.



Les locaux scientifiques ne sont pas ouverts au public. Ils accueillent les activités de recherche permettant le recensement des espèces menacées, leur mise en culture et la conservation des semences.



Une bibliothèque spécialisée et les renseignements recueillis sur le terrain ont permis de stocker des informations géographiques et écologiques sur plus de 10000 plantes menacées dans le monde.



La collecte, dans la nature, de graines et boutures de plantes qui ne survivent plus que par quelques spécimens ou de celles qui sont considérées comme éteintes, nécessite une longue préparation. Parfois la plante ne survit plus qu'en culture dans quelques jardins botaniques.



Les espèces menacées font l'objet d'une multiplication active en vue d'augmenter leur chance de survie.



Plus de 600 espèces menacées ont déjà été récoltées et mises en culture au Conservatoire, soit dans le jardin, soit



dans les serres où trouvent refuge les espèces non rustiques sous le climat brestois. Le grand nombre d'espèces menacées dans les îles tropicales a entraîné la réalisation, en priorité, de programmes de sauvetage de la flore de ces îles.



Lorsqu'une plante fleurit et fructifie, des graines sont récoltées afin d'assurer la multiplication de l'espèce.



Un petit laboratoire permet le nettoyage et le traitement des semences.



Avant leur stockage à long terme en congélateur qui permet de maintenir la graine vivante en attendant des jours meilleurs.

ESPÈCES MENACÉES

Parmi les espèces gravement menacées un grand nombre n'a pas « d'utilité » reconnue mais il est bien établi que beaucoup d'entre elles sont potentiellement riches de possibilités que cela soit dans le domaine agricole ou comme source de substances naturelles nouvelles.

Dans les pays tropicaux la pression démographique et les efforts d'industrialisation se combinent pour appauvrir les biotopes. A cela s'ajoute une pratique déjà appliquée depuis longtemps dans les régions tempérées: le remplacement d'espèces cultivables génétiquement diversifiées, bien adaptées aux particularités du terrain et du climat par des espèces plus « universelles » en raison d'un rendement de culture plus élevé (quand tout marche bien).

Quelles sont les raisons qui commandent de préserver toutes ces espèces en voie de disparition.

La première et peut-être la plus évidente est que toutes ont le droit de vivre sur terre, du moins, autant que nous.

Mais il y a des raisons moins générales. Nous avons plus que jamais besoin de stocks de gènes aussi variés que possible. C'est le seul moyen de permettre à notre agriculture, entre autres, de se renouveler en y trouvant des espèces plus résistantes, plus productives, mieux sélectionnées que

celles dont nous disposons actuellement.

On cite souvent l'exemple d'une nouvelle variété de maïs. Cette souche sauvage récemment découverte n'a pas besoin d'être ressemée chaque année comme le maïs cultivé, se trouve être résistante à de multiples virus, et pousse très bien en sol très humide. Tous caractères que l'on pense être en mesure de transférer un jour à des hybrides.

Mais il n'existe qu'une centaine de plants de maïs. Encore n'en ont-ils pas pour longtemps car on est en train de labourer complètement la station près de Mexico où on les a trouvés.

Mais peut-être auront-ils quand même une chance que n'auront pas des milliers d'espèces anéanties bêtement, sous couvert d'efficacité ou de productivité.

C'est ainsi que l'on estime que près de 95 % des variétés de blé endémiques ont disparu en Grèce au cours des quarante dernières années.

Aussi important que soit le problème, il ne semble pas qu'il motive sérieusement les gouvernements. Aux U.S.A. les subventions destinées à l'étude de la disparition des espèces et des moyens d'y remédier ont été diminuées de près de 25 % en 1982, soit environ sept millions de dollars (chiffre dérisoire quand on le compare avec le budget US de la défense).

ares de forêts qui seront ainsi préservés et où pourront être poursuivies des recherches sur la fragilité des écosystèmes tropicaux.

(Science, 214, (1981) 1105-1107)

A la suite d'un appel dans diverses revues scientifiques un groupe de chercheurs (Organization for Tropical Studies) a réussi à acheter un espace de forêt tropicale au Costa Rica. Ce sont près de 4000

MAI A GUÉRANDE

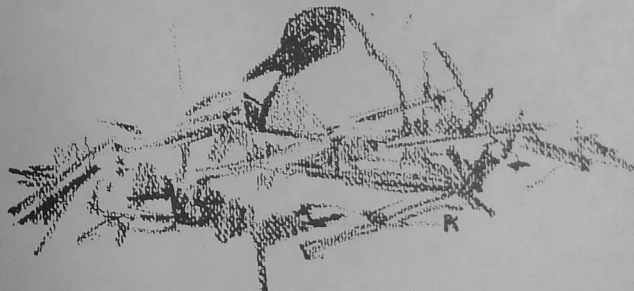
Un paysage créé par l'homme tout au long des siècles. Un milieu naturel qui craint la machine, l'immobilier. Une richesse naturelle à préserver.

La route qui mène de Batz-sur-Mer à la Turballe en passant par Sissable permet de découvrir les différents aspects des marais de Guérande: le marais salant en activité avec ses salines aux formes géométriques, soigneusement quadrillé et entretenu, sans végétation; les vasières ou décaite l'eau de mer amenée par les étiers; les bosses qui séparent vasières, étiers et salines, recouvertes d'une végétation basse; le marais abandonné enfin, d'abord envahi par les salicornes, puis par les carex et les roseaux. Les marais sont encadrés entre deux crêtes rocheuses sensiblement parallèles: au sud-ouest, la côte sauvage du Croisic avec les petites villes du Pouliquen, de Batz-sur-Mer et du Croisic; au nord-est, le sillon granitique de Guérande jalonné par Pornichet, Guérande, La Turballe et Piriac. S'appuyant sur les extrémités des sillons, deux longues flèches de sable se sont

constituées. L'une, formant la dune de La Baule, a relié la côte sauvage au continent; l'autre, descendant de la Turballe vers le sud s'est arrêtée juste avant de rencontrer la pointe du Croisic. Entre ces cordons sableux, les marais sont reliés à la mer par les traicts du Croisic et l'étier du Pouliquen. L'interpénétration profonde de la mer et de la terre ainsi que des conditions climatiques exceptionnelles expliquent la diversité et la richesse du pays de Guérande. Lieu de séjour de nombreux estivants et hivernants les marais sont aussi une escale pour les oiseaux d'eau en migration.

Au mois de mai, les Goélands cendrés, abondants à la fin de l'hiver, disparaissent totalement. Quelques Goélands bruns et argentés resteront là tout l'été sans nicher, ainsi que plusieurs centaines de Moutettes rieuses, immatures pour la plupart. Mais dans

la catégorie des oiseaux non nicheurs, les plus apparents sont les Limicoles, particulièrement remuants et bruyants lorsque les marées les obligent à passer des traicts au marais, et inversement. Les plus communs sont les Bécasse aux variables, nombreux à arborer un plumage nuptial complet, suivis de près par les Grands Chevaliers et les Tournepierrées. Les Chevaliers guignettes sont plus dispersés: on n'en voit jamais plus d'un ou deux ensemble, mais il y en a sur chaque vasière, ou presque. De temps à autre, on lève de belles bandes de Chevaliers gambettes ou des Chevaliers aboyeurs en petit nombre. Commencé dans la première quinzaine d'avril, le passage du Courlis corlieu est à son point culminant: des groupes de plusieurs dizaines d'oiseaux passent sans arrêt depuis plusieurs jours, revenant des côtes d'Afrique et rejoignant leurs terrains de reproduction du nord de l'Europe.



Moutette rieuse au nid



On en voit souvent posés sur les traicts, en compagnie de grosses bandes d'Hutriers, de Pluviers argentés, de Barges rousses, de Bécasseaux maubèches... Les premières Guilfettes noires sont arrivées au début du mois, les quelques individus que l'on rencontre ici de temps en temps viennent sans doute de la Brière, toute proche, où elles nichent. Les Martinets noirs font également partie du paysage, sillonnant en tous sens le ciel des salines, ils se rassemblent parfois à plusieurs centaines dans les ascendants.

Le Héron cendré ne niche pas dans le marais, mais une petite sapinière sur la crête du sillon de Guérande abrite une héronnière dont les oiseaux viennent se nourrir sur les vasières et les étiers. C'est tôt le matin

qu'on a le plus de chances de le surprendre, lorsqu'il pêche à proximité des routes. Les anguilles semblent constituer la base de son alimentation, et il est toujours amusant de l'observer quand il vient d'en capturer une: la lutte est souvent assez longue entre le poisson qui, ne se laissant pas faire, se tortille et s'enroule autour du bec qui l'emprisonne, et l'échassier qui s'efforce de l'avaler. Dans la journée, il recherche plutôt des repaires dans les endroits les plus reculés et se tient même sur les traicts lorsque la mer est basse; on peut alors rencontrer des rassemblements de trente, quarante individus, et même plus. Si l'on circule en voiture dans le marais, on ne voit que des Hérons isolés, au vol, faisant la navette entre les lieux de pêche et les colonies du sillon et de la Brière. Plus rarement, les salines voient passer quelques Aigrettes garzettes, espèce dont le lieu de nidifica-

tion le plus proche est le lac de Grand-Lieu, au sud de la Loire.

Plusieurs espèces de Limicoles se reproduisent dans les marais de Guérande et en premier lieu le Vanneau huppé. Une dizaine de couples en tout, ce qui est peu, eu égard à l'étendue des biotopes adéquats: les salines abandonnées et envahies de salicornes. Mais il reste beaucoup d'endroits inexplorés. Le Vanneau est un nicheur précoce dont on trouve déjà des jeunes en mai. Les adultes commencent à alarmer quand on est encore à plus de cent mètres du nid et ne cessent que lorsqu'on en est très éloigné, contrairement aux Sternes pierregarins qu'il n'est pas rare de voir au nid. Moins de cinq couples de Petits Gravelots s'installent chaque année sur les salines dont la végétation est très clairsemée. Tous les nids que nous avons trouvés étaient construits près d'une pierre. La même

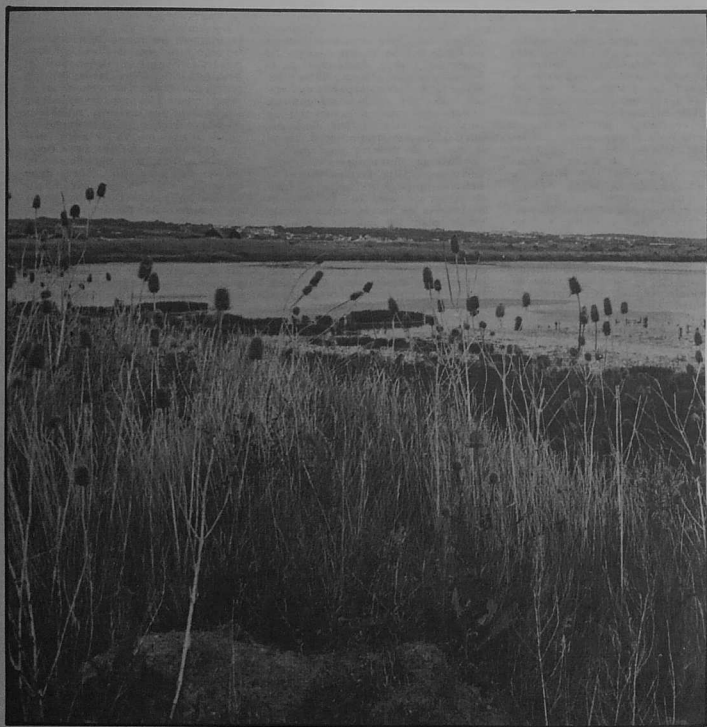


Photo: Gardner



Photo: Gardner

remarque est valable pour le Gravelot à collier interrompu qui choisit un espace sablonneux complètement dénudé. Le Chevalier gambette n'est ici qu'un nicheur probable. Nicheur probable aussi dans les salines de Mesquer quelques kilomètres au nord, mais nicheur, assurément, dans les anciens marais salants de Séné dans le golfe du Morbihan, en Brière, et dans les marais de Bouin, à la limite de la Vendée. Pourtant, à la limite de la plus belle colonie de Sternes du marais nous avons été surpris par deux couples de Gambettes qui, outre leur cri caractéristique, alarmaient vigoureusement et paraissaient au vol avec le chant nuptial typique. Il ne reste que le nid à trouver...

Une grande variété de petits passe-reux habite les divers milieux des marais de Guérande. Au bord des routes et des chemins, sur les levées parfois encombrées de fourrés ou de ronciers, on rencontre très commu-

nément l'Alouette des champs, la Linotte mélodieuse, l'Accenteur mouchet, le Traquet pâle, la Fauvette grisette, le Pipit farlouse, le Bruant des roseaux... En mai la majorité des Pipits farlouses est occupée au nourrissage des nichées. Nous observons fréquemment des adultes porteurs de becquées copieuses. Ici, il est encore relativement commun, mais il se raréfie considérablement vers le sud disparaissant comme nicheur en Vendée. Nous sommes à la limite sud de la zone d'abondance de cette espèce plutôt boréale. Mais l'oiseau le plus caractéristique et le plus attachant de cet habitat c'est le gorge bleue.

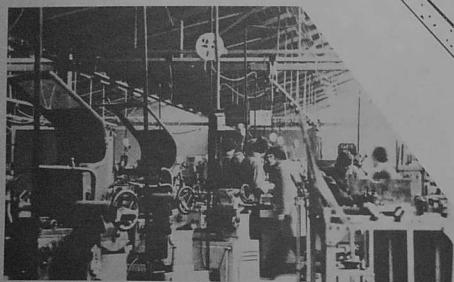
Les toits des maisons, les marais salants, la végétation, et en particulier la vigne, montrent l'importance de l'insolation et font du pays de Guérande «une sorte de midi anticipé» selon l'expression du célèbre géographe Vidal de la Blache. Qui s'étonnera donc d'entendre ici le

chant de cette petite Fauvette méditerranéenne qu'est la Cisticole des joncs. Le plus étonnant est peut-être la soudaine abondance de cet oiseau, la subite éclosion des observations. Lors d'une promenade de quelques heures dans le marais, il n'est pas rare d'entendre une douzaine de chanteurs là où il n'y en avait pas un l'année précédente!

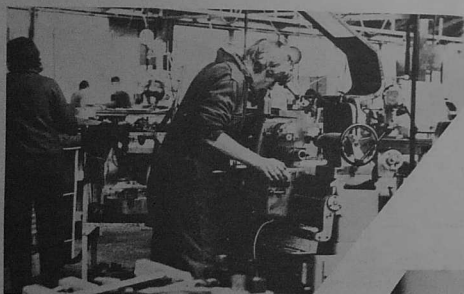
À la périphérie, là où l'eau s'adoucit et que joncs, lâches et roseaux remplacent peu à peu les salicornes on trouve de nombreux Phragmites des joncs, Bruants des roseaux et Bergeronnettes printanières. Plus rarement retentit le chant de la Rousserolle effarvate ou celui plus grave et plus posé des Rousserolles turdoïdes. Assez commun en Brière et sur les rives de l'Erdre au nord de Nantes, cet oiseau ne pénètre guère plus avant en Bretagne. La Locustelle tachetée, dont on entend parfois le chant en mai, pourrait aussi nichier ici.

J.Y. MONNAT.
Extraits de «BRETAGNE VIVANTE»

**Un aérogénérateur
tripale à axe horizontal**

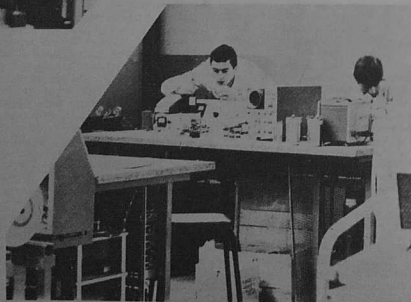


A travers ces réalisations au lycée technique de Lannion, les élèves pourront se sensibiliser aux énergies renouvelables.

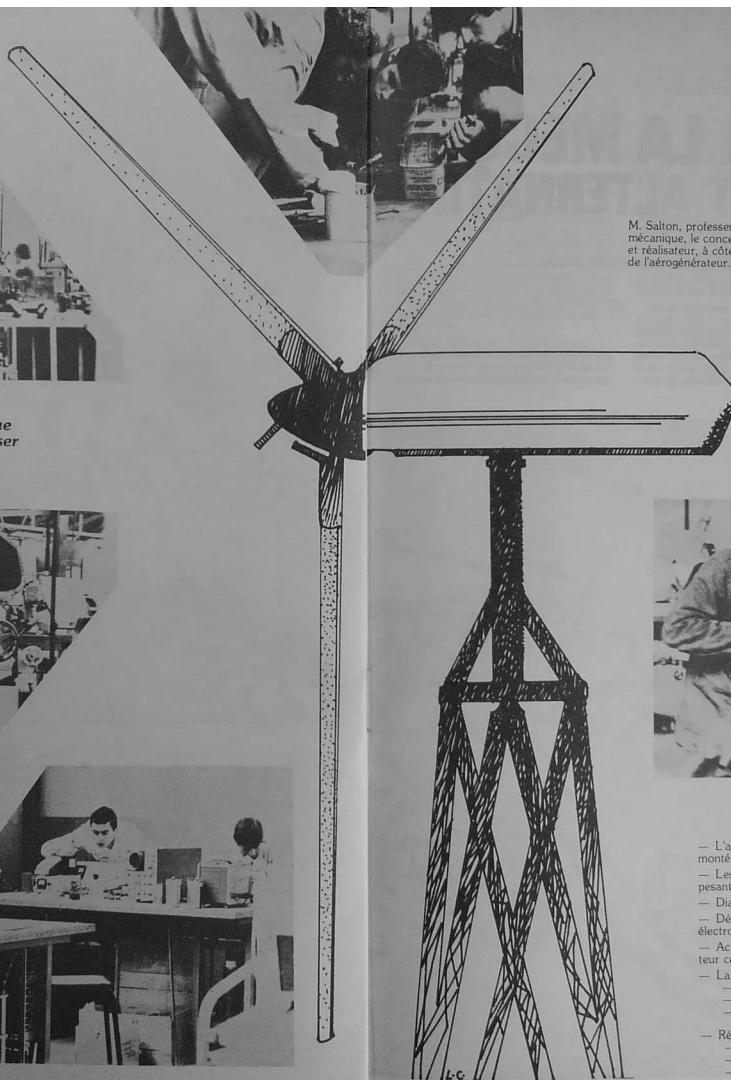


Le banc d'essais.

- 5 possibilités à l'étude.
1. alternateur
 2. génératrice asynchrone
 3. dynamo
 4. réducteur de vitesse
 5. ralentisseur TELMA (chauffage d'un circuit d'eau)



Reportage: L. COROUGE.

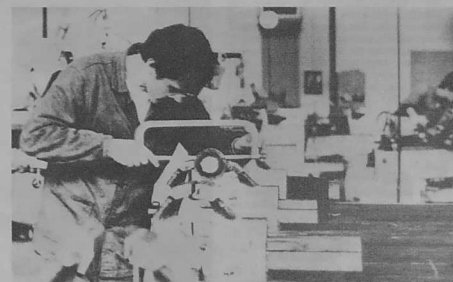


**produit de l'énergie pour le
chauffage d'une habitation**



M. Salton, professeur de fabrication mécanique, le concepteur et réalisateur, à côté d'une pale de l'aérogénérateur.

cinq grands frères de 9 m de diamètre sont en cours de fabrication au lycée.



Les caractéristiques

- L'aérogénérateur est constitué de trois pales à calage variable montées en aval du pylône.
- Les pales sont à profil décroissant et vrillé en bois lamellé collé pesant 8 kg chacune.
- Diamètre de la machine 7 m, surface balayée 38 m².
- Démarrage et régulation: mécaniquement ou par asservissement électronique.
- Actuellement il fonctionne en version mécanique, c'est un régulateur centrifuge qui agit sur l'angle de calage des pales.
- La machine démarre par un vent de 2 m/s., elle atteint:
 - 90 t/mn à 3 m/s.
 - 150 t/mn à 5 m/s.
 - 185 t/mn à 7 m/s.
- Résultats d'essais depuis le 20 juillet 1981, puissances relevées:

— vent de 3 m/s: 450 W	— vent de 7 m/s: 2200 W
— vent de 5 m/s: 1300 W	— vent de 8 m/s: 4000 W
— vent de 6 m/s: 1900 W	— vent de 10 m/s: 6000 W

GRÜN

PÈLERINAGE A LA MECQUE DU MOUVEMENT ALTERNATIF

En novembre dernier, vingt Finistériens, pour la plupart animateurs d'associations allaient à la rencontre du Berlin vert et alternatif.

Berlin est une métropole unique. Enfermée au cœur de l'Allemagne de l'Est par le rideau de fer qui l'entoure, Berlin est isolée du reste de l'Allemagne de l'Ouest. Quand une initiative voit le jour à Berlin, elle se conserve comme dans un garde-manger, le mur lui garantit l'impunité. Une ville sans identité, éclatée entre les occupants militaires américains, anglais et français, qui se vide de sa population active partie respirer et travailler dans des villes d'où l'on peut sortir le dimanche.

Berlin est une ville avec une population vieille et jeune à la fois. Jeune parce que beaucoup de jeunes de la RFA y viennent pour échapper au service militaire, qui n'est pas obligatoire à Berlin. Cette jeunesse a su se rapprocher des nombreux intellectuels, ce qui a permis de créer cette dynamique créatrice de projets alternatifs.

En 1968, cela commença par des jardins d'enfants autogérés, l'un des premiers projets alternatifs. Aujourd'hui, il en existe plus de 1500 implantés dans toutes les branches professionnelles.

Du collectif de chauffeurs de taxi aux ateliers de vélos, en passant par les écoles alternatives, les librairies, les imprimeries et surtout la Banque Alternative/Netzwerk.

Le Sanglier qui fonce

Automne 1977, les interdictions professionnelles battent leur plein en RFA. Joseph Huber sociologue à l'université et Klaus Werner architecte proposent de créer un impôt alternatif volontaire. «Ceux qui bénéficient d'un statut de salarié transfèrent leurs épargnes, volontairement, à ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas s'engager dans une carrière professionnelle, mais cherchent à réaliser leur propre monde du travail».

Ainsi naquit en novembre 1978, le «Netzwerk Selbsthilfe (traduire réseau d'entraide), symbolisé par le sanglier qui fonce. Son principe est simple, le Netzwerk est une structure à but non lucratif. Les adhérents du réseau s'engagent à verser une contribution mensuelle de 10 DM au moins (1 DM = 2,28 F), ceux-ci sont 10000 en RFA dont 4500 à Berlin même. La somme de ces cotisations plus celles des bons de soutien (qui s'élève à 60.000 DM/mois) permet de disposer d'un fond de roulement de 90.000 DM.

10.000 DM sont réservés mensuellement au fonctionnement administratif assurés par trois permanents, quarante

bénévoles assurent le fonctionnement. Les 80.000 DM restant sont attribués chaque mois pour le financement de projets



Le mur de Berlin: graffiti côté Ouest.

divers.

Le conseil d'administration élus par les adhérents décide lors de réunions publiques de l'attribution des fonds. L'argent est selon les cas donné ou prêté, mais toujours sans intérêt.

Le parti alternatif

Quels sont les critères qui déterminent la priorité à accorder à un groupe plutôt qu'à tel autre. En principe, il y a des règles impératives pour qu'un dossier soit retenu: la future réalisation doit être autogérée par ceux qui y participent, et doit être orientée vers une nouvelle forme de vivre ou de travailler, sans but lucratif individuel et chercher l'auto-financement à long terme.

Autre critère, le tiers des projets doit être des projets de femmes. Des refus, il y en a rarement, environ 10 %, qui parfois s'arrangent par un prêt des rabais sur la

somme demandée, une modification de la structure du projet. Un des projets les plus importants aidés par le Netzwerk est l'école de Merhingoff.

Une ancienne usine désaffectée rachetée en 1980 par un collectif d'associations avec l'aide du Netzwerk a permis de réaliser ce projet. L'utopie en pratique. A Merhingoff sont regroupés 29 projets: les Amis de la Terre, le parti des Verts, le Netzwerk, une école primaire libre, un jardin d'enfants, une boutique de santé, des théâtres, un café, des imprimeries, une coop tiers-monde et l'école de Merhingoff. Cette école de Merhingoff fait partie de ces universités populaires ouvertes aux travailleurs sans diplômes et désirant passer le bac, à ceci près qu'elle est autogérée par les élèves (800) et les enseignants (50).

Tous les projets sont représentés par des délégués au sein d'un conseil d'administration qui gère le bâtiment et répartit les tâches d'entretien et d'aménagement.

Le mouvement alternatif s'est aussi approprié la politique en RFA. «Les verts»

sont un parti qui refuse l'étiquette de parti, pas de hiérarchie, pas de professionnel de la politique, les délégués sont révocables.

Aujourd'hui, «Les Verts» représentent 10 % de l'électorat de l'Allemagne Fédérale. «Les Verts» sont déjà représentés au parlement de Berlin par trois députés. Aux élections de 1981, ils avaient obtenu 7,2 % des voix à Berlin, 20 % dans certains arrondissements.

Aux élections législatives générales du 6 mars prochain, les verts ont beaucoup de chance de rentrer au parlement de la RFA. «Les Verts» arrivent à faire l'unanimité, contrairement aux écologistes français, autour de leur programme qui consiste en un refus de l'installation de missiles à l'ouest comme à l'est, un refus du nucléaire, un refus de la spéculation immobilière à Berlin, des propositions pour la protection de l'environnement, pour une démocratie plus directe avec la participation des «Bürgerinitiative (initiative des citoyens) aux décisions du gouvernement et aux parlements.

Des propositions concrètes voient le jour pour donner un visage plus humain à Berlin, par exemple: Oekotop, groupe d'architectes et d'ingénieurs qui ont lancé un projet de rénovation urbaine d'un quartier de Berlin. Ce projet qui a remporté un concours d'architecture primé par le ministère de l'environnement, fait appel aux énergies renouvelables (serres en terrasse, capteurs...), à plus d'espaces verts (jardins en terrasse, plantes grimpantes pour recouvrir les murs, plantation d'arbres...), au recyclage des déchets (collecte sélective du verre, papier, PVC, compostage...).

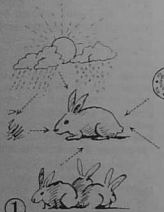
Berlin pratique déjà la collecte sélective, dans certains quartiers, du verre et du PCV.

Les espaces verts sont nombreux à Berlin de même que les pistes cyclables le vélo est un moyen de locomotion très facile, les distances sont courtes et, chose imaginable dans le métro parisien, les cyclistes peuvent prendre, le métro avec leurs vélos.

Beaucoup d'autres projets à Berlin, tous aussi intéressants, tel le groupe IPAT qui réalise des prototypes de technologies appropriées pour le tiers monde (éoliennes de pompage, pompes manuelles, appareils à dessaler l'eau de mer ou Ufa-Fabrik, une communauté autogérée de 70 personnes avec un cinéma, une troupe de cirque, un théâtre, une école, un café, une boulangerie, des ateliers vélo... Il y a aussi le mouvement des squatters, très fort à Berlin, qui protestent contre la politique de rénovation des quartiers qui fait que les appartements rénovés ne sont accessibles qu'à la classe aisée de la population.

Cette évolution ne s'est pas faite sans problème, il a fallu lutter contre l'égoïsme des individus et des groupes. Des concessions matérielles importantes ont dues être faites, contraire parfois aux revendications syndicales, les permanents des projets acceptent d'être payés moins cher pour un travail plus libre et moins long.

« ÉLÉMENTS POUR UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE »



1 Écologie fondamentale



2 Écologie appliquée



3 Écologie politique

Qu'est-ce que l'écologie? Qu'est-ce que le mouvement écologiste? Que veulent les écologistes? C'est à ces principales questions que ce livre s'efforce de répondre. Ce petit ouvrage ne peut être, ni exhaustif, ni entrer dans les détails. Mais il propose des points de repère, le lecteur pourra trouver dans des études spécialisées les précisions et les nombreux exemples grâce à une bibliographie très bien choisie.

Ce livre de vulgarisation et de réflexion a surtout l'ambition d'établir les liens entre l'écologie fondamentale, l'écologie appliquée et ce troisième volet que l'on pourrait appeler Écologisme ou Écologie politique.

L'écologie fondamentale est la discipline scientifique qui explique les relations entre les êtres vivants dans un milieu donné et les relations de ces organismes avec ce milieu. L'écologie appliquée englobe les sciences et disciplines qui étudient les effets des activités de l'homme sur le milieu et les organismes qu'il renferme, y compris l'homme lui-même.

Ce volet inclut aussi tous les aspects de notre vie quotidienne.

Ce serait enfin fuir la question que de passer sous silence le troisième panneau du triptyche qui tente de répondre aux questions inévitablement soulevées par les deux autres panneaux. Pourquoi l'homme se comporte-t-il ainsi vis-à-vis de son environnement et vis-à-vis de lui-même? Est-ce un « mal nécessaire »?

étape désagréable qui ouvrira à l'humanité des jours meilleurs, ou bien est-ce une route suicidaire qu'il faudra abandonner au plus vite sous peine d'une totale catastrophe planétaire? Dans ce dernier cas, que proposent les écologistes pour enrayer les pollutions, pour remplacer les énergies actuelles polluantes, pour freiner la démographie, pour augmenter les ressources alimentaires sans avoir recours aux dangereuses techniques agronomiques « modernes » etc.

Si nous considérons l'écologie sous ces trois aspects, nous voyons qu'il s'agit d'un mouvement de pensée très vaste, très ambitieux et qui dérange énormément les idéologies philosophiques et politiques qui sont les piliers de la culture moderne, quelle soit bourgeoise ou marxiste.

Pour la première fois dans l'histoire, ce n'est pas une civilisation isolée qui se trouve menacée de disparition planétaire.

L'écologie, avec ses outils scientifiques, aborde beaucoup de problèmes et se trouve en mesure d'en résoudre pas mal déjà. Mais dans le domaine de « l'écologie humaine », si elle a le mérite d'aborder la

question, elle est encore loin de la débrouiller et de proposer des définitions précises. C'est ce point capital qui, à mon avis, sépare fondamentalement les Écologistes de diverses tendances. Si on peut proposer un nouveau type de Société, une nouvelle manière de vivre, des relations humaines différentes, bref un nouveau type de « bonheur », il faudrait, au préalable, savoir comment et dans quel milieu l'homme peut être heureux.

Le petit livre d'Henry Chevallier est l'un des meilleurs qui aient été écrits sur ce thème. Précis, argumenté par de nombreux exemples il constitue un exemple de très bonne vulgarisation scientifique. Tout militant écologiste doit absolument avoir lu ce livre... les autres aussi... Y.G.

Publié par ENDE DOMAN
Association Écologiste d'Édition
« La Bertrand », Fusterouau - 32400 Riscle
158 pages, de nombreuses illustrations
Prix franco: 39,00 F.

DES PHOTOPILES SUR MON TOIT...

Les bonnes adresses... les prix... et jus- qu'au diamètre des fils que vous devrez utiliser...

Une brochure avant tout pratique. Dis- tribuée par Alternatives et Culture — 06530 Cabris.

Expédition franco: 1 ex.: 12,50 F., 5 ex.: 60,00 F., 10 ex.: 100,00 F., 50 ex.: 350,00 F.

Antoine LABEYRIE raconte pour- quoi il n'est pas raccordé au réseau EDF. Il décrit son installation.

IL N'Y A PAS QUE L'ÉCOLOGIE

Brezhoneg ar Mor

Un film en langue bretonne « Tortig ha balibousig »

En Bretagne, la vie maritime et la langue bretonne sont étroitement liées depuis des siècles. De nombreux travaux ont été consacrés ces dernières années au vocabulaire breton de la vie maritime ou, en langue bretonne, à la vie des populations de la côte. On peut citer l'énorme thèse d'Alain Le Berre, hélas disparu, sur les noms de poissons en langue bretonne, ou encore le travail encyclopédique entrepris par Per Denez sur le breton de Douarnez. Il faut aussi mentionner les enquêtes ethnographiques effectuées depuis plusieurs années par Fanch Elegoet et ses « disciples » sur la mémoire maritime, sous forme de longues interviews de goémoniers, de pêcheurs, d'ouvriers de chantiers navals, d'ouvriers de conserveries de poisson, interviews réalisées le plus souvent en langue bretonne.

Mais il manquait jusqu'ici un dictionnaire général des termes maritimes bretons, facile à manier, accessible à tous, manns professionnels, passionnés de l'histoire et de la culture maritime, navigation de plaisance, responsables d'écoles de voile etc... L'ouvrage de Loeiz Andouard vient répondre à ce besoin.

En juin 1973, la revue Hor Yezh (notre langue) avait fait paraître un numéro spécial consacré au vocabulaire breton de la mer, travail entièrement dû déjà à Loeiz Andouard, mais il s'agissait d'un cahier de présentation modeste, qui n'avait eu qu'un tirage limité et qui avait été rapidement épuisé. Il devenait urgent de le rééditer. C'est ce qui vient d'être fait par les Éditions Hor Yezh sous la forme d'un véritable livre illustré et considérablement enrichi par rapport à la publication initiale.

Dans la préface de son livre, Loeiz Andouard formule le vœu que se crée demain en Bretagne une école de voile en langue bretonne. Ce projet va devenir réalité dès cette année. En effet un premier stage de voile entièrement en langue bretonne aura lieu du 1^{er} au 13 août prochains à Saint-Pabu dans le Nord-Finistère et on peut être certain que son directeur en rendra de précieux services aux stagiaires, de même qu'à tous ceux qui achèteront cet ouvrage de 140 pages qui devrait être très prochainement en vente dans la plupart des librairies de Bretagne.

(Prix de cet ouvrage: 45 F. Editions Hor Yezh, Poulbriant, 1, Place Charles Péguy 29260 Lesneven).

Il s'agit de l'histoire bien connue des deux tailleurs qui se mêlent successivement à la ronde des lutins, histoire recueillie au siècle dernier par Emile Souvestre mais qui prend ici une dimension tout à fait nouvelle grâce au talent de dessinateur de Per Féron et à la très belle musique d'Eugène Le Str. Ce film fut conçu et réalisé par Per Galbroun.

« Torgig ha balibousig » est un film 16mm couleurs, son optique, qui dure 32 minutes. Il est possible d'en emprunter des copies, moyennant une participation aux frais, en s'adressant à Madame Riwanon Kervella-Le Corre, Skol Ober, Gwaremm Leuren, Plufur 22310 Plestin-les-Grèves.

Un nouveau mensuel artistique et littéraire en Bretagne

Il y a les journaux locaux, les journaux nationaux... Il manquait, dans le domaine artistique et littéraire, une revue à l'échelle de la région. Notre région, c'est la Bretagne. Et en Bretagne, les écrivains, les artistes, vivent. Pour vivre, il leur faut se faire connaître et apprécier du public. Quoi de mieux qu'un magazine pour répondre à ce souhait.

Arts et Littérature, fondé en octobre 1982, donne chaque mois un aperçu de l'activité artistique et littéraire en Bretagne, ainsi que le programme des manifestations, réunies dans un calendrier qui occupe les pages centrales, pages détachables de ce fait.

Et sans négliger les talents reconnus qui ont toujours droit à l'imité et de chacun, Arts et Littérature travaillent à la reconnaissance de se lancer.

Arts et Littérature vous apporte chaque mois une vue d'ensemble de la

vie artistique et de la littérature dans notre région. Quelques longs articles, des illustrations, beaucoup de nouvelles et informations...

Chaque numéro d'Arts et Littérature est divisé en rubriques: actualités culturelles, arts plastiques et arts graphiques, théâtre et spectacles, livres-poésies-disques.

Arts et Littérature
ARDAL
B.P. 27
35310 MORDELLES

Centre de langue et de culture allemande

Cette école s'est donnée pour objectif de satisfaire l'intérêt croissant que les étrangers manifestent pour la langue et la culture allemande. Ceux-ci auront la possibilité de trouver sur place, grâce à une méthode moderne de cours de langues, le champ social et culturel nécessaire à l'apprentissage d'une langue étrangère.

Ce centre se démarque des autres écoles de langues sur plusieurs plans: coopérative autogérée et aucun bénéfice. Les participants n'apprennent pas la langue étrangère de façon individuelle et isolée, mais dans le cadre social d'un groupe actif d'apprentissage. Les contacts qui résultent de ces rencontres permettent une réflexion plus intense et plus active sur la vie en Allemagne et facilitent l'apprentissage de la langue dans son contexte — son utilisation et son enrichissement.

Zentrum für deutsche Sprache und Kultur
Sandweg 113
D-6000 Frankfurt/M.

« L'évolution des habitudes alimentaires »

Parler de la surconsommation alimentaire en France quand les peuples du Tiers Monde manquent du minimum peut surprendre. Pourtant, sur bien des aspects, l'évolution des habitudes alimentaires dans les pays industrialisés influe sur celle des populations du sud: attrait du modèle occidental à travers les élites locales et l'émigration, rôle de la publicité, aide alimentaire...

Une approche nouvelle des pratiques alimentaires dans le monde.

Lettre de Solagrail n° 13: le numéro: 9 FF franco. Abonnement: 60 FF (souvent: 100 FF) La Lettre de Solagrail, 100, rue Saint-Hélène F-35100 Rennes. Tél. (99) 79 22 40.

LA FUBICY

C'est une association à but non lucratif fondée en 1980 et indépendante de tout mouvement.

Ses objectifs ?

Rassembler et défendre les usagers de la bicyclette, améliorer la sécurité des cyclistes, développer l'usage du vélo comme moyen de transport.

La Fubicy cherche aussi à promouvoir une meilleure qualité de la vie urbaine.

Au niveau local, elle réunit déjà plusieurs dizaines d'associations ou groupes locaux, régionaux, nationaux et d'adhérent(e)s individuel(s) réparti(es) sur tout le territoire. Au total la Fubicy rassemble plusieurs dizaines de milliers de cyclistes pratiquants. Elle agit auprès des élus(e)s, des pouvoirs publics, informe la presse et se tient en contact avec d'autres groupements ayant des buts similaires (usagers de la rue et des transports individuels ou collectifs, protecteurs de l'environnement, touristes, sportifs, etc.).

Cette incoscience des automobilistes, ce désintérêt des pouvoirs publics se traduit chez les deux roues par 700 morts et 15000 blessés (parmi lesquels certains décèdent au-delà de cinq jours après l'accident et beaucoup gardent des séquelles graves).

Cette situation n'est plus tolérable!

Pourquoi la Fubicy ?

L'engouement pour la « petite reine » contraste avec le peu de place accordée à celle-ci dans la ville.

De 1970 à 1982, 24 millions de bicyclettes ont été achetées par les Français et pourtant...

Les automobilistes considèrent trop souvent les cyclistes comme des gêneurs; les voitures sont pourtant bien encombrantes, polluantes et bruyantes.

Avec seulement 2000 km de voies cyclables, la France est lanterne rouge des nations « développées ».

Le code de la route et les décisions des tribunaux ne sont pas favorables aux cyclistes.

La Fubicy réclame:

— Une réforme du code de la route, prenant mieux en compte le droit des cyclistes et limitant notamment la vitesse de circulation en ville à 40 km/h.

— Une augmentation sensible des efforts de l'Etat et des collectivités locales en faveur du vélo dans le cadre d'une meilleure complémentarité des différents moyens de transports et de déplacement.

— Des aménagements simples et sécuritaires: bandes et pistes cyclables, carrefours aménagés, rues et routes secondaires interdites sauf riverains et cycles, garages à vélo gardés près des

principales stations de transports en commun, etc...

— Des possibilités de transport des vélos dans les trains, métros, tramways, bus et cars.

— Le développement de la location de bicyclettes (y compris en ville).

Qui peut adhérer ?

— Des associations ou groupes locaux, régionaux, nationaux se reconnaissant dans les objectifs de la Fubicy.

— Tout(e) cycliste à titre individuel.

— **Cotisations:** association: 60 F; individuel(e): 30 F; bienfaiteur(trice): à partir de 120 F. Abonnement à Vélo Flash mensuel: 25 F. Fubicy — 4, rue Brûlée, 67000 Strasbourg. Tél. (88) 32.32.88 le matin (de 8 h à 12 h).

Protection de la nature et aménagement

Le littoral de la baie d'Audierne voit se concentrer sur vingt kilomètres de nombreuses zones naturelles originales et fragiles. Les richesses ornithologiques et botaniques de ses marais, dunes et paludis ainsi que l'ensemble paysager qu'ils constituent sont sans égal sur les côtes finistériennes.

La transformation rapide des rapports entre l'homme et ce milieu fait peser de lourdes menaces sur la pérennité des zones sensibles de la baie. Leur préservation est aujourd'hui urgente, mais elle passe nécessairement par la prise en compte d'un certain nombre d'aspects économiques et socio-culturels de la région.

S.E.P.N.B.: LA NATURE

Ce stage comportera trois volets:

● L'approche de l'écologie de la baie sous la forme de découvertes sur le terrain de ses caractéristiques morphologiques, ornithologiques, botaniques, entomologiques.

● L'observation de différentes activités humaines sous l'angle de contacts avec des élus locaux, des entrepreneurs, des agriculteurs...

● Une réflexion sur les possibilités et moyens de coexistence entre les deux domaines précédents.

Date — Hébergement

Du 18 au 22 avril 1983, centre F.O.L. Ile Chevalier, Pont l'Abbé.

Inscriptions à la S.E.P.N.B., 186, rue Anatole France, BP. 32 29276 Brest.

Connaissance des Monts d'Arrée

26 avril: les Monts d'Arrée: hier, aujourd'hui et demain. Local de la S.E.P.N.B.-Brest (20h30). Présentation du milieu naturel et des activités humaines.

14-15 mai*: stage «Rapaces des Monts d'Arrée».

21-23 mai*: stage «Découverte des Monts d'Arrée à cheval».

4-5 juin: week-end de réflexion. Découverte «la cuvette du Yeun Elz Monts d'Arrée», milieu naturel, potentialités économiques, mesures de protection...

Programme: Samedi: table ronde d'échanges (15h-19h), soirée d'information (21h).

Dimanche: matinée technique portant sur l'utilisation de la lande et de la tourbe à des fins agricoles et énergétique. Après-midi: sortie naturaliste dans les tourbières.

25-16 juin*: stage «A la découverte du castor dans les Monts d'Arrée».

* S'inscrire auprès de la S.E.P.N.B.

Ecole et nature

Un nombre croissant d'enseignants, d'amateurs, d'associations de protection de la nature et d'éducation populaire s'interrogent sur les relations à établir entre l'éducation et l'environnement. Une synthèse des multiples expériences en cours apparaît comme un besoin ressenti par les différents partenaires concernés. Aussi trois associations, Ecole et Nature 53, F.O.L. 29, S.E.P.N.B., se sont regroupées pour organiser conjointement les premières Rencontres Nationales «Ecole, Nature, Environnement», qui se tiendront les 30, 31 août et 1^{er} septembre 1983 à Pont l'Abbé au centre permanent des classes vertes de l'Ile Chevalier.

Programme:

Mardi 30: «Carrefour expérience», la classe de découverte, les fermes pour enfants, la sortie pédagogique, avec la participation de D.M. Elcome.

Mercredi 31: «La sortie en nature»: Place de l'animateur, Place de l'audio-visuel, bibliographie-documentation.

Jeudi 1^{er}: «L'animation nature, une politique à définir».

Pour tous renseignements, s'adresser au siège de la S.E.P.N.B., 186, rue Anatole France, BP. 32, 29276 Brest Cédex (Tél. (98) 49.07.18).

Séjours d'été

géologie
écologie
énergie solaire

Les vacances proposées par CISTEM associées, dans une vie de groupe intense, les loisirs et les activités scientifiques.

Itinérant écologie 12-15 ans

«La Vallée de l'Aulne» — Carhaix/Le Faou — 3 au 21 août.

L'Aulne, cette rivière qui prend sa source au cœur de la Bretagne non loin de Carhaix et va se jeter dans l'Océan Atlantique, sera le thème de ce camp au fil de l'eau.

Itinérant géologie 15-18 ans

Vous y découvrirez roches, minéraux, fossiles, vous y analyserez paysages, coupes, affleurements, tout cela pour comprendre la géologie de la Bretagne Sud, puisque cette vallée recoupe toutes les grandes structures présentes en Armorique. Les principales villes étapes se situent à Rennes, Bruz, Messac, Redon, La Roche Bernard, Vannes. En outre, une initiation à la cartographie sera proposée, où par petits groupes un terrain sera restitué. Tous les travaux des groupes feront l'objet d'une exposition qui sera présentée à la population locale.

Itinérant solaire 15-18 ans

Commana — 5 au 23 juillet — 5 au 23 août.

Chaque stage débutera par une phase de contact avec l'activité, à l'aide de petites réalisations utilisant des matériaux courants permettant ainsi de mettre en évidence des notions physiques liées au rayonnement: transformations de l'énergie lumineuse, conduction thermique, stockage de la chaleur...

Ensuite la construction de maquettes d'appareils fonctionnant à l'énergie solaire permettra une analyse plus fine des phénomènes mis en jeu. Durant cette phase, les techniques de construction telles que menuiserie, verrerie, plomberie et soudure seront largement pratiquées.

CISTEM — Ker Bélen — Lannéguy — 29124 Riec-sur-Bélon. Tél. (98) 06.44.90.



OZONE: DANGER

La couche d'ozone nous protège des rayonnements dangereux. Mais l'usage immodéré des aérosols crée, par notre faute un danger nouveau... et mortel.

En 1974, deux chercheurs américains ont découvert que les chlorofluorocarbones (CFC), une famille de substances chimiques, mettent en danger la couche d'ozone entourant la terre.

Les chlorofluorocarbones, ou fréons (par exemple CFCl₂ et CF₂Cl₂) servent de gaz propulseur dans les bombes aérosols ou d'agent réfrigérant dans les armoires frigorifiques, les installations de climatisation et les pompes à chaleur; de plus, ils constituent la base de mousses synthétiques et de solvants. L'emploi de ces fréons remonte aux années trente, mais c'est plus tard, au début des années soixante, que l'industrie a commencé à les utiliser sur une grande échelle. En 1979, la production mondiale atteignait près d'un million de tonnes.

La terre est entourée d'une couche d'ozone, dont une des tâches est de retenir une partie des rayons ultraviolets provenant du soleil (rayons UV). Si cette couche protectrice devait se dégrader, la radiation serait plus grande, ce qui entraînerait des conséquences néfastes pour la santé et ferait craindre une progression des cancers de la peau. Quant au climat, il subirait vraisemblablement des modifications. Il existe diverses substances chimiques qui, dès qu'elles pénètrent dans l'air, s'infiltrent lentement dans la couche d'ozone, située entre 15 et 45 km d'altitude. Cette ascension est favorisée par la stabilité chimique des CFC, celle-ci les empêche de se dégrader par les couches atmosphériques inférieures. C'est surtout dans la partie supérieure de la couche d'ozone que les rayons ultraviolets du soleil, à faibles longueurs d'ondes provoquent la décomposition des fréons. Il en résulte des produits de décomposition destructeurs d'ozone et en particulier du chlore.

Le processus de dégradation de la couche d'ozone est très lent, et la concentration d'ozone soumise à de fortes variations naturelles locales et passagères. L'effet dans l'atmosphère ne sera mesurable que plusieurs années après les rejets. Par conséquent, il faudra au moins dix ans pour vérifier expérimentalement l'exactitude des pronostics. S'il était alors décidé d'arrêter totalement l'utilisation de fréons, la dégradation de la couche d'ozone se poursuivrait durant 10 à 15 ans encore, et il faudrait un temps très long pour que l'ozone dans l'atmosphère soit rééquilibré.

Toute modification durable de l'environnement représente en principe un risque pour la nature. L'apport de grande quantité de CFC dans les hautes couches de l'atmosphère constitue déjà, en soi, un problème, indépendamment du fait que l'homme peut ou ne peut pas en évaluer les suites. Pourtant, nos connaissances scientifiques sur l'environnement sont aujourd'hui si étendues qu'il est possible de prédire, avec une certitude considérable, une série de répercussions.

La dégradation de l'ozone provoque une modification des processus d'échange entre les couches de l'atmosphère, ce qui peut se répercuter sur le climat. Puisque, précisément, à cause de cette dégradation, les rayons ultraviolets biologiquement actifs peuvent atteindre la surface de la terre en plus grand nombre, ils seront néfastes à l'homme et aux autres organismes vivants. La publication en 1980, d'études récentes a permis de mieux comprendre l'interdépendance entre les rayons UV et le cancer de la peau.

Que ce soit pour les génotypes humains, c'est-à-dire le patrimoine héréditaire, ou pour le développement d'un embryon les rayons dont il est question ici ne représentent pas un danger direct, car ils n'ont pas la capacité de s'infiltrer profondément dans les tissus. Aussi bien les cellules reproductrices que le fœtus restent toujours bien protégés. Il en va toutefois autrement des nombreuses plantes et des animaux inférieurs, de leurs graines, de leurs œufs et des jeunes sujets, qui sont

Il existe d'autres menaces sur la couche d'ozone qui entoure la terre. L'ozone peut aussi être détruit par l'oxyde nitrique (NO) provenant soit d'explosions nucléaires soit des gaz de combustion des avions supersoniques volant à très haute altitude.

Le processus d'attaque de la couche d'ozone est semblable à celui des fréons, le chlore (ou l'oxyde nitrique) se combine avec l'ozone (O₃) pour donner au composé de type ClO (ou NO₂) et de l'oxygène (O₂). ClO est ensuite décomposé pour redonner Cl (ou NO) qui peuvent ainsi resserrer indéfiniment.

souvent livrés sans protection aux rayons UV. C'est ainsi qu'on a pu constater, par exemple, sur des plantes cultivées et des larves d'animaux aquatiques, des dommages souvent graves, provoqués précisément par l'activité biologique des rayons UV.

Les hommes ont-ils absolument besoin des fréons? Nos efforts en vue de diminuer la consommation de fréons ne doivent pas nous faire ignorer que certains inconvénients doivent souvent être remplacés par d'autres. Ces inconvénients peuvent se présenter, selon le domaine d'application, sous la forme d'une diminution du confort ou de la qualité des produits, des coûts plus élevés pour la protection antieu et les analyses sur les effets toxiques, d'une grande consommation

d'énergie, etc.

Dans le secteur des bombes aérosols, nous disposons d'expériences faites aux USA et en Suède, pays ayant récemment introduit de fortes restrictions. Aujourd'hui, leur consommation de fréons à l'usage des aérosols atteint seulement 5%, environ de celle que l'on notait en 1975; il s'agit des applications inévitables (?) tels les produits pharmaceutiques. L'industrie a soit passé à l'utilisation de substances de remplacement, soit modifié la forme des produits qu'elle met sur le marché. Chez nous, il existe des prescriptions légales qui freinent involontairement, pour divers domaines, le passage à des substances de remplacement. Il s'agit principalement de l'interdiction partielle d'employer certains

La production mondiale de fréons a atteint en 1979 près d'un million de tonnes, dont la moitié environ s'est rapidement dispersée dans la nature par l'entreposage des aérosols. Un quart de la production a servi d'agent réfrigérant pour les appareils frigorifiques, de climatisation ou pour les pompes à chaleur; quant au dernier quart, il a contribué à la production de mousses synthétiques ou de solvants. Il est évident que les CFC, qui n'ont pas été répandus directement dans l'air, y arriveront tôt ou tard, par n'importe quel autre voie.

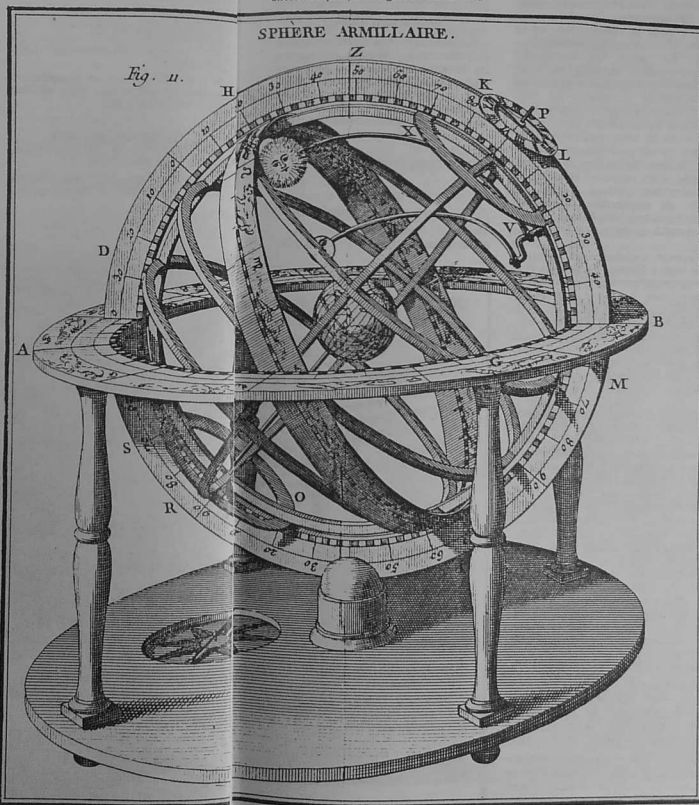
solvants pour les cosmétiques, par exemple pour les laques à cheveux; de certaines dispositions en matière de protection contre le feu, ainsi que du prix élevé de l'alcool, en raison de l'impôt prélevé sur celui-ci. Le recyclage des CFC utilisés dans les bombes aérosols ne peut être pris en considération, les raisons pratiques étant évidentes.

Dans le secteur des mousses synthétiques, le recyclage ou même le remplacement des CFC par une autre substance, peut être envisagé.

Remplacer les fréons par d'autres substances dans le secteur des agents réfrigérants serait plus difficile. En effet, la seule substance équivalente qui pourrait entrer en ligne de compte, c'est-à-dire l'ammoniac, est intolérable pour les articles de masse, tels les réfrigérateurs, car c'est un produit très toxique qui ne peut être utilisé que dans des installations techniques régulièrement entretenues et surveillées. Jusqu'à quel point serait-il possible de remplacer les appareils à compression par d'autres systèmes caloporteurs. Il est encore plus difficile de le dire aujourd'hui. Par contre, pour la climatisation des locaux surtout, on pourrait envisager de renoncer, sans risques de dommages, à plusieurs installations. Les agents réfrigérants étant utilisés dans les circuits fermés, ce secteur permet le recyclage. Un système d'entretien bien organisé contribuerait à recueillir une grande partie des CFC, puis à les recycler.

En s'attaquant à la question des fréons et de l'ozone, on touche donc à une série de problèmes qui se posent régulièrement dans le domaine de la protection de l'environnement. La nature est compliquée. Les interventions humaines peuvent avoir des conséquences imprévisibles. Voici dix ans, personne n'aurait pu penser que les fréons — si pratiques et inoffensifs — pourraient, par le biais de la couche d'ozone, être dangereux pour l'espèce humaine. Souvent, l'homme découvre les conséquences de son comportement par des voies détournées. Il est évident qu'il ne peut deviner, chaque fois qu'il utilise un aérosol, que son geste risque de provoquer un jour une modification de notre climat et que ses semblables en subiront des dommages. Il n'est vraiment pas facile d'arriver à le convaincre de renoncer au geste (si facile) d'appuyer simplement sur un poussoir!

d'après Ch. RENTSCH.



De la Garde de l'Art et de Sculpt.

WEEK-END A CHOOZ

Dans les Ardennes, on connaît le nucléaire et on n'en veut plus. On connaît aussi les C.R.S. de gauche et on n'en veut pas non plus. Les Ardennes veulent vivre.

Le dernier samedi de chaque mois des militants antinucléaires et des ouvriers des aciéries se rassemblent dans les Ardennes, tout près de la frontière belge pour protester contre la destruction d'une deuxième centrale nucléaire à Chooz et contre la fermeture des aciéries de Vireux.

Parmi les décisions qui provoquent la colère des ouvriers et des habitants de la région il y a la fermeture de l'usine prévue pour 1983. Pour les 870 ouvriers de Vireux il ne fait aucun doute que la direction a accéléré la procédure de fermeture totale de l'usine parallèlement aux débuts des travaux de la centrale de Chooz. Les militants antinucléaires qui se sont joints aux différentes protestations ont été particulièrement irrités par les déclarations d'EDF annonçant sa volonté d'expérimenter un réacteur de 1500 MW à Chooz.

La situation économique et énergétique de la région

L'insuffisance énergétique de la région est due à une pénurie en pétrole plutôt qu'en électricité: bien qu'une insuffisance en énergie électrique existe réellement seuls 7% de l'électricité produite à Chooz sont distribués sur le plan local. Le reste est exporté. Pourquoi dans ce cas un second réacteur à Chooz? Les prévisions les plus optimistes indiquent, pour 1990, une consommation électrique régionale de 1544 de TEP. A cette date, une autre centrale actuellement en construction à Nogent-sur-Seine produira 6000 TEP. D'après EDF cette surproduction est destinée à l'exportation sur des pays tels que la Belgique et la RFA qui sont déjà en situation de surproduction. Le nouveau réacteur ne résoudra pas le problème de l'emploi dans la région. Au contraire, la construction d'une deuxième centrale à Chooz risque d'aggraver une situation économique déjà catastrophique. En 1981 le taux de chômage dans les Ardennes était de 12%. Parmi les chômeurs plus de 13000 étaient des femmes et des jeunes: 40% de l'activité se situe dans la métallurgie. Pendant la construction de Chooz qui s'étalera sur une période de huit ans, EDF se propose

d'embaucher 2300 personnes au plan local et régional. En période de fonctionnement l'effectif atteindra seulement 360 personnes. Quant à la main d'œuvre pour la construction de la centrale elle sera exclusivement masculine. En outre, de nombreux ouvriers qualifiés s'installeront avec leurs familles ce qui aura pour effet de grossir encore le nombre de chômeurs. Quant aux petites entreprises du secteur qui emploient pour la plupart moins de cinq personnes, elles devront investir pour devenir compétitives. Au bout de huit ans, la centrale terminée, elles auront à faire face à d'importantes dettes. Avec l'apparence de promesses mirifiques, Chooz 2 pourrait bien être le dernier coup porté à la région des Ardennes.

29 janvier: nouveau rendez-vous de fin de mois à Chooz. Il s'agissait là et pour la troisième fois d'une journée d'information, à Givet, chef-lieu de canton et fief des défenseurs de la centrale. Les moyens d'information: des tracts rappelant les engagements de Mitterrand, demandant un référendum, enfin, un texte fiction (ou prophétique) annonçant l'arrêt du chantier de Chooz.

Les objectifs et les moyens de cette manifestation avaient été clairement annoncés. Mais le Prétet, voix du gouvernement, fait une colère et interdit systématiquement tout rassemblement sur chacune des quatorze communes concernées. Mesure très exceptionnelle dit-il! Le bruit des milliers de bottes marchant vers la Pointe de Givet a eu un effet dissuasif incontestable. Image cocasse tragique à la fois: des milliers de gendarmes mobiles et CRS pour empêcher une distribution de tracts. 30 personnes gardées à vue simplement pour avoir participé à un rassemblement interdit, d'autres pour être porteur de tracts. Et soyons objectifs: 4 personnes portaient des billes d'acier. Evidemment, la presse n'a parlé que d'eux.

Pour pouvoir réprimer les antinucléaires, il fallait avant tout écarter les sidérurgistes. Du coup, et c'est tant mieux pour eux, les négociations à la Chiers-Vireux avancent à grands pas.

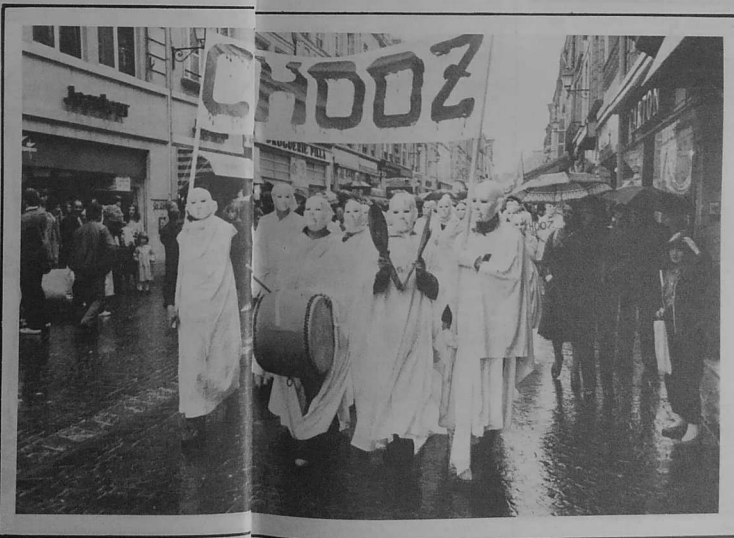
On fait bien comprendre aux ouvriers qu'il serait mal venu de leur part de créer des troubles au moment où leurs revendications seraient en

passage d'aboutir. La voie est libre pour la répression des antinucléaires.

Seulement voilà...

Le trop est parfois l'ennemi du bien. Les atteintes aux libertés sont encore un domaine sur lequel les gens sont chatouilleux. Violent les libertés d'opinion et d'expression, imposer à la population une occupation militaire agressive et provocante, ne peut finalement qu'élargir le soutien aux antinucléaires. Ceci est donc en somme assez positif.

Contact:
FRONT COMMUN ARDENNAIS
17, rue du Prof. Rivet
08000 Charleville.



UN AVENIR ATOMIQUE

Non l'avenir atomique n'est pas une fatalité. La lutte doit repartir. Des assises du nucléaire se tiendront cet été à Paris.

Aujourd'hui 40% de l'électricité produite est d'origine nucléaire. Les autorités nous promettent un avenir atomique. Beaucoup des opposants au programme nucléaire l'admettent maintenant comme une fatalité à laquelle il faut se résigner.

Pour la première fois dans l'histoire du programme nucléaire français, nous assistons à une conjugaison de facteurs qui le rendent fragile et vulnérable:

La situation technique est inquiétante, en plus des accidents et incidents habituels, des signes de vieillissement prématuré des installations apparaissent.

La situation financière d'EDF est catastrophique. Son endettement

atteint 150 milliards en raison des investissements d'équipement nucléaire.

Le programme se révèle inutile énergétiquement: il repose sur des prévisions de croissance et de consommation qui ne se sont pas vérifiées. Depuis 81 la consommation d'énergie diminue, depuis avril 82 il en va de même pour la consommation d'électricité.

Les espoirs commerciaux ne sont plus fondés. A cause de la concurrence et du ralentissement de tous les programmes nucléaires du monde (division par 4 à l'horizon 2000 pour les pays de l'OCDE) la France a du mal à exporter son matériel nucléaire.

L'industrie nucléaire nous enfonce dans la crise et contribue au chômage: elle est le moteur d'une restructuration de l'industrie, d'investissements qui se font au détriment d'autres branches et elle occasionne la destruction des économies locales.

La lutte pour l'arrêt et le démantèlement de l'ensemble du programme nucléaire doit tout au contraire s'intensifier quel que soit l'état de réalisation de ce programme et quels que soient ceux qui le mettent en œuvre. Le gouvernement socialiste, à peine trois mois après sa prise de pouvoir, en reconduisant pour l'essentiel le programme giscardien, a montré l'identité de ses conceptions avec de la droite.

Quelle que soit la faiblesse actuelle du mouvement antinucléaire, ce programme «coûteux, risqué et inutile» entraîne une sensibilisation latente et nous amène une sympathie potentielle mais large.

Les luttes centrées sur les sites sont à l'heure actuelle le lieu d'expression unique du mouvement antinucléaire. Elles sont indispensables à la lutte pour l'arrêt du programme. Mais le nucléaire ne se limite pas aux centrales: c'est un phénomène social total, les antinucléaires peuvent légitimement intervenir sur tous les terrains. Dans les luttes sur le nucléaire peut et doit d'élaborer une alternative sociale. La démultiplication des terrains et des luttes est donc nécessaire. Pour cela il faut un mouvement antinucléaire puissant et uni. Il faut trouver des modalités d'organisation efficaces, pour chercher et faire circuler l'information, pour rendre perceptibles les activités des militants. Il faut trouver les formes et les luttes adéquates.

C'est l'objectif des assises du nucléaire qui se tiendront à Paris les 11-12 juin 1983. Ce texte est un appel à la participation — non seulement aux assises mais aussi aux débats préparatoires — de tous ceux prêts à s'organiser et à agir pour que, de gauche ou de droite, le nucléaire, on n'en n'ait pas!

Pour tout contact:
Secrétariat de la CNAN
12, rue Planterose
33000 BORDEAUX

Les USA nous ont vendu leurs centrales nucléaires Westinghouse. Il y a de fortes chances pour que demain, ils nous inondent de matériel solaire. La General Electric vient de mettre au point un capteur solaire à air tout à fait performant puisqu'il accumule 3 fois plus de chaleur que les meilleurs modèles existants et qu'il marche même par temps nuageux.

En Californie, c'est une compagnie électrique locale qui compte installer une quarantaine d'éoliennes de 25-kw dans les Monts de Tehachapi afin d'alimenter un millier d'habitants.

La Tennessee Valley Authority (TVA), est aux USA le plus gros producteur d'énergie. À ce titre la TVA avait, voici quelques années, prévu un ambitieux programme de centrales énergétiques.

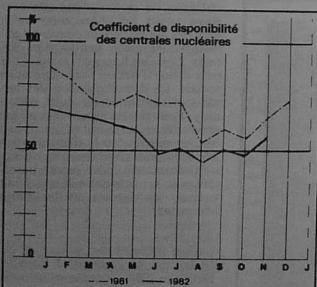
À l'origine la TVA avait été créée par le président Roosevelt pour lutter contre le chômage en développant les ressources de la vallée du Tennessee. En ce qui concerne la production d'électricité elle a distribué en 1980 environ 121 milliards de KWh (environ la moitié de ce qu'avait produit EDF pour la même période. Pour cette production TVA dispose de 5 centrales nucléaires d'une capacité de 5.500 MW, et comptait en construire 8 autres (9.000 MW). Après l'accident de Three Miles Island et le gel du programme

nucléaire par le président Carter, l'administration Reagan serait plutôt pour la reprise des investissements en ce domaine. Mais cela pose de sérieux problèmes. La baisse régulière de la consommation d'électricité oblige les industriels à regarder de très près la rentabilité de leurs opérations et de leurs investissements. En ce domaine le nucléaire n'a pas la cote. TVA préfère aujourd'hui diversifier ses moyens de production: charbon (avec un programme simultané de lutte contre la pollution), gazéification, méthanisation.

G.B.

Le nucléaire européen c'est aussi la Grande-Bretagne. A Sizewell, près d'une centrale nucléaire située dans le Suffolk, un ingénieur de 54 ans qui avait travaillé précédemment dans plusieurs autres centrales vient de décéder des suites d'une leucémie. C'est en peu de temps la quatrième personne dont le décès est officiellement relié à un travail passé dans le nucléaire.

Il n'est pas inopportun de signaler que cette information est parue dans le très sérieux TIMES de Londres. Bien évidemment, pas un mot de tout cela dans la presse en France. En France, le nucléaire est sans danger. C'est connu.



D'après: tableau de bord de l'énergie Nov. 1982. Lettre 101 du Ministère de la Recherche et de l'Industrie.

Selon la lettre d'information du Ministère de l'Énergie (n° 180), le taux de disponibilité des centrales nucléaires françaises est aujourd'hui inférieure à 50% (alors que le coût du KWh est basé sur une disponibilité de 6700 ha par an, soit plus de 75%). Ceci est dû actuellement à une série d'incidents techniques mais le sera de toutes façons après 1986-1987 compte-tenu du suréquipement en centrales fonctionnant en base. Parler d'un coût du KWh nucléaire de 17 à 18 centimes n'a dès lors plus aucun sens.

Le Ministère britannique de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation vient d'autoriser fin juillet l'immersion de 8800 tonnes de déchets chimiques dangereux (produits phénolés contenant aussi des composés organochlorés très toxiques) à 500 km environ au large de l'île de Sein, dans les six mois à venir. Apparemment, les autorités françaises laissent faire, comme elles laissent faire les immersions de déchets radioactifs un peu plus loin.

INTERNATIONAL

SIGYN: PAS DE CHANCE

Le transporteur de combustibles nucléaires a des problèmes de navigation dès son premier voyage. Tout à l'image du nucléaire des années nouvelles.

Le bateau français « Le Sigyn » a été spécialement conçu en France pour le transport des combustibles irradiés en provenance des réacteurs nucléaires suédois au centre de retraitement de déchets radioactifs.

Le nom de Sigyn se retrouve dans la mythologie islandaise. Contrairement aux usages, le baptême du Sigyn eut lieu à l'intérieur du bateau avec accents de la Marseillaise hymne national suédois.

Alors que le Sigyn faisait ses préparatifs pour son premier voyage en France (en principe un voyage à vide, et chargement de sa première cargaison de déchets radioactifs à la fin de l'année) des militants français, danois et suédois mettaient sur pied leur riposte. Un livre contenant en détail les données des constructions du Sigyn a été publié par un journaliste suédois, Sven Aner, ainsi que des groupes représentant des manifestants non violents du groupe anti-pollution nucléaire de la Hague, du groupe anti-nucléaire suédois CFMK, le front commun anti-nucléaire de Chooz et de Greenpeace. Reconnaisant les problèmes posés par les déchets radioactifs le FMK s'oppose à toute exportation de combustible irradié en provenance des réacteurs suédois insistant sur le fait que c'est à la Suède elle-même de trouver une solution à ses problèmes de déchets et non les exporter. D'autres formes d'actions internationales sont actuellement à l'étude pour s'opposer au transport de combustible irradié en provenance du Japon vers les centres de retraitement de la Hague et de Wijnscake au Royaume-Uni. Le bateau dont le départ a été donné cet hiver doit parcourir 20000 km dans les océans Pacifique et Atlantique.

Les contrats de la Cogema

En outre, toute une série d'actions contre le retraitement à la Hague de combustible irradié en provenance de la RFA et de la Hollande sont également envisagées.

Depuis 1974 la Cogema négocie avec les pays ci-nommés plus quel-

ques autres les conditions de retraitement de combustible irradié en provenance de leurs centrales nucléaires. Entre 1977 et 1979 un certain nombre de contrats ont été signés. Ceux-ci stipulent que dans certains cas la Cogema se réserve le droit de réexpédier les combustibles irradiés à leur pays d'origine. Compte tenu de la complexité et des incertitudes que comporte le retraitement des déchets radioactifs la Cogema s'était déjà protégée par toute une série de clauses dans les premiers contrats signés. Par la suite les opérations de retraitement des années 1970 ont conduit la Cogema à réajuster unilatéralement leurs contrats en fonction des réalités du retraitement.

Dans la version corrigée de « Le retraitement des combustibles irradiés en France et à l'étranger » qui date du 9 septembre 1981, on peut en effet lire les points suivants:

— Le complexe de retraitement de la Hague est prévu pour traiter au

moins 6000 tonnes d'uranium en dix ans.

— Tous les clients sont traités sur un pied d'égalité.

— Chaque client doit prendre en charge un pourcentage des coûts réels du retraitement ce qui permet d'évaluer le tonnage de chaque client.

— Tous les paiements doivent se faire à l'avance et sans intérêt et ceci sans aucun droit de contrôle sur le retraitement lui-même.

— La Cogema se réserve le droit de réexpédier tous les déchets radioactifs à leur pays d'origine sous réserve qu'ils puissent être correctement conditionnés pour le transport.

— La Cogema accepte les combustibles irradiés selon un schéma arrêté à l'avance mais ne commencera les opérations de retraitement que lorsque les autorités gouvernementales du pays expéditeur acceptent les caractéristiques techniques du produit, lorsque celui-ci sera réex-

pedié dans son pays d'origine.

Le dernier point en particulier à des conséquences d'une très grande portée. Dans l'annexe 16 du document de la Cogema de septembre 1981 celle-ci précise que les déchets destinés à retourner dans leur pays d'origine sont susceptibles d'avoir une radioactivité supérieure à celle initialement prévue.

De plus tout pays se doit d'accepter les produits de l'usine de retraitement de la Cogema quelle que soit leur teneur en radioactivité. Un refus signifierait un arrêt des opérations de retraitement et une annulation du contrat. (Sans garantie de retour pour les millions investis par ce pays dans le centre de La Hague. Cette disposition s'apparente à une forme de chantage).

Tous les pays disposant de réacteurs nucléaires ont d'énormes problèmes avec leurs déchets. À l'origine, on pensait que le retraitement serait une solution au problème des déchets, le combustible irradié étant simplement recyclé. Mais il est devenu de plus en plus évident que le retraitement produit de plus en plus de déchets riches entre autres choses en plutonium à longue radioactivité. Avec l'apparition des nouveaux contrats il apparaît que la teneur en radioactivité des déchets est encore plus importante que prévue.

Actuellement le problème des déchets se pose d'une façon aiguë et ne peut plus être différé par le retraitement. L'usine n'atteindra pas le rendement prévu et les arrêts et accidents deviennent trop fréquents.

Le lien entre l'énergie nucléaire dite « pacifique » et le domaine militaire devient alors évident. Depuis des années la France construit des engins militaires exigeant du plutonium. Les deux réacteurs de plutonium de Marcoule ne sont pas suffisants. L'essentiel du plutonium indispensable pour la fabrication de ces armes doit être fourni par le sur-générateur Superphénix actuellement en construction en Malville. Ce plutonium viendra évidemment de La Hague. La France ne pouvait faire face au financement du complexe de La Hague sans les fonds apportés par d'autres pays au travers des contrats de retraitement. Même si la Suède ne récupère pas de plutonium elle participe néanmoins au financement de la force nucléaire française. Ceci pourrait devenir une question épineuse pour le gouvernement social démocrate élu récemment en Suède. Les sociaux-démocrates ont favorisé la conclusion des contrats de retraitement avec la Cogema et dans le même temps manquent leur sympathie pour les mouvements de la paix. Le parti du centre droit s'est opposé au retraitement.

WISE OCT/NOV 82





17 mars: Arrêt de la centrale nucléaire de Douglas Point au Canada provoqué par une fissure de 1,8 cm dans un tube de réacteur. Cette centrale d'une puissance de 200 MW a été en arrêt la moitié de sa vie.

26 mars: rupture d'un tuyau de générateur à Indian Point 3 à New York provoquant des jets de vapeurs radioactives dans l'atmosphère.

3 avril: environ 300 litres de liquide de refroidissement du circuit primaire d'un réacteur de sous-marin nucléaire se sont déversés accidentellement dans une forme de radoub de l'arsenal de Newport en Virginie.

14 avril: A Three Miles Island une porte bloquée dans le bâtiment contenant le réacteur enferme un technicien et l'expose à des radiations pendant 45 minutes.

21 avril: deux ouvriers contaminés par les radiations à l'intérieur de l'enceinte du réacteur de la centrale de Duane Arnold (Iowa).

24 avril: la centrale de Vermont Yankee à moins de 44 secondes de fusion du cœur du réacteur. Une valve bloquée à l'origine de l'accident.

20 avril: panne de générateur à la centrale de Turkey Point en Floride. Arrêt des deux réacteurs provoquant une panne d'électricité dans 800 000 maisons et entreprises.

4 mai: fuite de plus de 500 000 litres d'eau radioactive dans le Mississippi à la centrale de Monticelle dans le Minnesota (USA).

3 juin: 48 000 litres d'eau radioactive s'échappent dans la nature au cours d'une opération de nettoyage de routine à la centrale nucléaire de Autch en Californie.

2 juillet: Environ 250 litres d'eau radioactive s'échappent de la centrale de Genoa dans le Wisconsin et se déversent dans le Mississippi.

2 juillet: explosion d'une charge de 20 kilotonnes à Mururoa par le gouvernement français. C'est le deuxième essai de l'année.

28 juillet: arrêt de la centrale PWR de 380 mégawatts à Mishama au Japon provoquée par une fuite du liquide de refroidissement dans deux soupapes du générateur à vapeur.

2 septembre: un technicien de 62 ans du centre d'essai de Kjeller en Norvège reçoit pendant trente minutes des radiations gamma, en raison d'une défaillance du système de verrouillage de la porte de la chambre de radiation. La victime, John Lindstad, malgré des soins immédiats à l'hôpital est décédée quatorze jours plus tard. On a estimé la dose reçue à 300 ou 400 Rem.